

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 3533

25 novembre 2014

SOMMAIRE

5N Plus Luxembourg S.à r.l.	169542	HK (Luxembourg) S.A.	169541
ACREL, Association de Concertation des Réviseurs d'Entreprises Luxembourgeois, A.s.b.l.	169541	Indau S.à r.l.	169539
AIMCo Re Holdings (Luxembourg) III S.à r.l.	169584	Indusol s.à.r.l.	169540
AIMCo RE Holdings (Luxembourg) I Sàrl	169584	International Can S.A.	169540
Alcion S. à r.l.	169541	I-Wohnen S.à r.l.	169540
Arkhe S.à r.l.	169564	Klarheit S.à r.l.	169541
Avocado	169542	LCM Credit Opportunities S.à r.l.	169541
Baycinco S.A.	169584	Madu S.A.	169565
Berner Belgien N.V. S.A.	169542	Mersch I S.à r.l. & Cie. S.e.c.s.	169583
Byblos S.A.	169582	M.I.C. S.A.	169540
Canterellus S.A.	169573	MN Invest S.A.	169565
Creative Design & Consulting S.A.	169538	Multimedia Interactive Communication S.A.	169540
Développement Patrimonial et Investissements S.A.	169538	New Uberior House S.à r.l.	169569
De Viersprong S.A.	169538	Opale Investments S.A.	169565
Diatec	169538	Originel S.A.	169564
Digital Services Holding I S.à r.l.	169542	Partafin S.à r.l.	169565
Ecole Grolet s.à r.l.	169539	Patron Ewald Holding S.à r.l.	169564
Expression S.à r.l.	169539	Peaksid European Holdco II S.à r.l.	169565
Financière Ronda S.A.	169539	Pianon S.A.	169563
First Names (Luxembourg) S.à r.l.	169539	Portunato & Cie S.à r.l.	169563
Gran Ventana S.A.	169538	PROVENCE LUX S.A.	169566
Grove Asset 9 S.à r.l.	169564	Shelley S.A.	169563
H2M	169540	Shilling S.à r.l.	169563
		Wanli S.à.r.l.	169564
		Yukata SA	169542

Diatec, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3321 Berchem, 32A, rue de Meckenheck.

R.C.S. Luxembourg B 31.090.

Le bilan et l'annexe légale de l'exercice au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014168990/10.

(140193037) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 octobre 2014.

DPI S.A., Développement Patrimonial et Investissements S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 162.937.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014168989/10.

(140193140) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 octobre 2014.

De Viersprong S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 168.303.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 31 octobre 2014.

Référence de publication: 2014168987/10.

(140193201) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 octobre 2014.

Creative Design & Consulting S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5411 Canach, 36, rue d'Oetrange.

R.C.S. Luxembourg B 159.935.

Le Bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 octobre 2014.

CHOTIN Barbara.

Référence de publication: 2014168971/10.

(140192998) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 octobre 2014.

Gran Ventana S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 87.982.

EXTRAIT

Il résulte de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires en date du 6 octobre 2014, que:

- La démission de Sami Nummela, en tant qu'administrateur, est acceptée avec effet au 29 août 2014;
- Peter Lundin, avec adresse professionnelle au 15 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, est élu nouvel administrateur de la société avec effet au 1^{er} septembre 2014 et ce jusqu'à l'assemblée générale de 2020.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 28 octobre 2014.

Référence de publication: 2014169095/14.

(140192802) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 octobre 2014.

Financière Ronda S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1490 Luxembourg, 16, rue d'Épernay.

R.C.S. Luxembourg B 19.990.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014169063/10.

(140193638) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 octobre 2014.

First Names (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8070 Bertrange, 33, rue du Puits Romain.

R.C.S. Luxembourg B 147.824.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 29 octobre 2014.

Référence de publication: 2014169044/10.

(140193135) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 octobre 2014.

Expression S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4011 Esch-sur-Alzette, 147, rue de l'Alzette.

R.C.S. Luxembourg B 28.473.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014169039/10.

(140193309) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 octobre 2014.

Ecole Grolet s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8226 Mamer, 2, rue de l'Ecole.

R.C.S. Luxembourg B 154.597.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014169008/10.

(140192911) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 octobre 2014.

Indau S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 42.253.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 Août 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 Octobre 2014.

Indau S.à.r.l.

TMF Luxembourg S.A.

Agent domiciliataire

Référence de publication: 2014169151/14.

(140193480) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 octobre 2014.

Indusol s.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9171 Michelau, 10, Fléiberstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 96.278.

Der Jahresabschluss vom 31.12.2013 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Weiswampach, den 31. Oktober 2014.

Référence de publication: 2014169154/10.

(140193530) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 octobre 2014.

International Can S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6468 Echternach, Zone Industrielle.

R.C.S. Luxembourg B 179.195.

Die Koordinierten Statuten vom 24. September 2014 wurden beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014169136/10.

(140193401) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 octobre 2014.

I-Wohnen S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 172.166.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 octobre 2014.

Référence de publication: 2014169124/10.

(140193165) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 octobre 2014.

H2M, Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 10, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 148.974.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014169123/10.

(140193156) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 octobre 2014.

**M.I.C. S.A., Société Anonyme,
(anc. Multimedia Interactive Communication S.A.).**

Siège social: L-1740 Luxembourg, 70, rue de Hollerich.

R.C.S. Luxembourg B 160.619.

Assemblée Générale Extraordinaire

L'Assemblée Générale décidé de nommer comme Administrateur-délégué

- Monsieur Eric Emile Louis Gendarme, manager né le 16 décembre 1961 à Saint-Ouen demeurant 9, Parsons Green Lane London SW6 4HL avec effet le 4 Octobre 2014

Luxembourg, le 4 Octobre 2014.

POUR COPIE CONFORME

Référence de publication: 2014169223/13.

(140193503) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 octobre 2014.

HK (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9980 Wilwerdange, 26, Wämperweeg.
R.C.S. Luxembourg B 65.738.

Le Bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 octobre 2014.

Stéphanie Paché.

Référence de publication: 2014169111/10.

(140193009) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 octobre 2014.

LCM Credit Opportunities S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 187.703.

Die Koordinierten Statuten vom 16. Oktober 2014 wurden beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014169202/10.

(140193561) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 octobre 2014.

Klarheit S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 7, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 106.202.

Le bilan et l'annexe légale de l'exercice au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014169182/10.

(140192646) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 octobre 2014.

Alcion S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 111.402.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30.10.2014.

Référence de publication: 2014168860/10.

(140192852) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 octobre 2014.

ACREL, Association de Concertation des Réviseurs d'Entreprises Luxembourgeois, A.s.b.l., Association sans but lucratif.

Siège social: L-1258 Luxembourg, 6, rue Jean-Pierre Brasseur.

R.C.S. Luxembourg F 3.351.

Actuellement, l'article 2 des statuts de l'association de concertation des réviseurs d'entreprises luxembourgeois a la teneur suivante:

Art. 2. Le siège de l'association est établi à L-1258 Luxembourg, 6, rue Jean-Pierre Brasseur ou à toute autre adresse.

Il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché du Luxembourg par décision du conseil d'administration publiée au Mémorial.

Un Mandataire

Référence de publication: 2014168879/14.

(140192961) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 octobre 2014.

Berner Belgien N.V. S.A., Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-1274 Howald, 105B, rue des Bruyères.

R.C.S. Luxembourg B 26.459.

Les comptes annuels au 31 mars 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014168892/10.

(140192845) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 octobre 2014.

Yukata SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1524 Luxembourg, 14, rue Michel Flammang.

R.C.S. Luxembourg B 133.099.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg.

Signature.

Référence de publication: 2014168780/10.

(140192578) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2014.

5N Plus Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 162.487.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014168787/10.

(140192307) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2014.

Avocado, Société Anonyme.

Siège social: L-6905 Niederanven, Z.I. Bombicht.

R.C.S. Luxembourg B 178.940.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Niederanven, le 31 octobre 2014.

Référence de publication: 2014168886/10.

(140193254) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 octobre 2014.

Digital Services Holding I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 14.468,00.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 180.879.

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-fifth day of September.

Before us, Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

1. Rocket Internet AG (formerly Rocket Internet GmbH), a joint stock corporation (Aktiengesellschaft) under the laws of Germany with its statutory seat in Berlin, Germany, registered with the commercial register (Handelsregister) at the local court of Charlottenburg (Amtsgericht Charlottenburg), Germany, under no. HRB 159634 B, having its business address at Johannisstraße 20, 10117 Berlin, Germany,

being the holder of eleven thousand two hundred fifty (11,250) common shares and five hundred twenty-one (521) series A shares,

here represented by Ms Xiaoshu Tang, LL.M., professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given in Berlin, Germany, on 22 September 2014;

2. Bambino 53. V V UG (haftungsbeschränkt), a business enterprise company (Unternehmergesellschaft (haftungsbeschränkt)) under the laws of Germany with its statutory seat in Berlin, Germany, registered with the commercial register (Handelsregister) at the local court of Charlottenburg (Amtsgericht Charlottenburg), Germany, under no. HRB 126893 B, having its business address at Johannisstraße 20, 10117 Berlin, Germany,

being the holder of one thousand two hundred fifty (1,250) common shares,

here represented by Ms Xiaoshu Tang, LL.M., professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given in Berlin, Germany, on 22 September 2014;

3. HV Holtzbrinck Ventures Fund V GmbH & Co. KG, a limited partnership (Kommanditgesellschaft) under the laws of Germany with its statutory seat in Munich, Germany, registered with the commercial register (Handelsregister) at the local court of Munich (Amtsgericht München), Germany, under no. HRA 98863, having its business address at Kaiserstraße 14b, 80801 Munich, Germany (hereinafter “Holtzbrinck”), represented by its general partner, HV Holtzbrinck Ventures Holding GmbH, a limited liability company (Gesellschaft mit beschränkter Haftung) existing under the laws of Germany, registered with the commercial register at the local court of München, Germany, under no. HRB 185098 B, having its registered address at Kaiserstraße 14 b, 80801 München, Germany,

being the holder of eight hundred sixty-eight (868) series A shares, and becoming the holder of five hundred seventy-nine (579) series B shares,

here represented by Ms Xiaoshu Tang, LL.M., professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given in Munich, Germany, on 23 September 2014; and

The said proxies, initialled *ne varietur* by the proxyholder of the appearing parties and the notary will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing parties are all the shareholders, representing the entire share capital of Digital Services Holding I S.à r.l. (the “Company”), a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies’ Register (Registre de Commerce et des Sociétés) under number B 180.879 and incorporated pursuant to a deed of the notary Carlo Wersandt, residing in Luxembourg, on 27 September 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2968 dated 25 November 2013. The articles have been amended for the last time by deed of the notary Henri Hellinckx, residing in Luxembourg, on 19 March 2014, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1813 dated 11 July 2014.

The appearing parties representing the entire share capital and having waived any notice requirement, the general meeting of shareholders is regularly constituted and may validly deliberate on the following agenda:

Agenda

1. Decision to create one (1) additional class of shares, referred to as the series B shares (hereinafter “Series B Shares”), with a nominal value of one euro (EUR 1) each, and to hence have three (3) classes of shares in total, divided into common shares, series A shares and Series B Shares.

2. Increase of the Company’s share capital by an amount of five hundred seventy-nine euro (EUR 579) so as to raise it from its current amount of thirteen thousand eight hundred eighty-nine euro (EUR 13,889) up to fourteen thousand four hundred sixty-eight euro (EUR 14,468) by issuing five hundred seventy-nine (579) Series B Shares with a nominal value of one euro (EUR 1) each.

3. Subsequent amendment of article five point one (5.1) of the articles of association of the Company so that it shall henceforth read as follows:

“ Art. 5. Share Capital.

5.1 The Company’s share capital is set at fourteen thousand four hundred sixty-eight Euros (EUR 14,468.00), represented by:

5.1.1 twelve thousand five hundred (12,500) common shares, with a nominal value of one Euro (EUR 1.00) each (hereinafter “Common Shares”),

5.1.2 one thousand three hundred eighty-nine (1,389) series A shares, with a nominal value of one Euro (EUR 1.00) each (hereinafter “Series A Shares”), and

5.1.3 five hundred seventy-nine (579) series B shares, with a nominal value of one EUR (EUR 1.00) each (hereinafter “Series B Shares”).

The rights and obligations attached to the shares shall be identical except to the extent otherwise provided by these articles of association or by the Law.”

4. Full restatement of the articles of association of the Company so that they shall henceforth read as follows:

“A. Name - Purpose - Duration - Registered office

Art. 1. Name. There exists a private limited company (société à responsabilité limitée) under the name Digital Services Holding I S.à r.l. (hereinafter the “Company”) which shall be governed by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended (the “Law”), as well as by the present articles of association.

Art. 2. Purpose.

2.1 The purpose of the Company is the holding of participations in any form whatsoever in Luxembourg and foreign companies and in any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, management, control and development of its portfolio.

2.2 The Company may further guarantee, grant security, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or right of any kind or which form part of the same group of companies as the Company.

2.3 The Company may, except by way of public offering, raise funds especially through borrowing in any form or by issuing any kind of notes, securities or debt instruments, bonds and debentures and generally issue securities of any type.

2.4 The purpose of the Company is also (i) the acquisition by purchase, registration or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of intellectual and industrial property rights, (ii) the granting of license on such intellectual and industrial property rights, and (iii) the holding and the management of intellectual and industrial property rights.

2.5 The Company may carry out any commercial, industrial, financial, real estate or intellectual property activities which it considers useful for the accomplishment of these purposes, in view of its realisation by sale, exchange or otherwise.

Art. 3. Duration.

3.1 The Company is incorporated for an unlimited period of time.

3.2 It may be dissolved at any time and with or without cause by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

Art. 4. Registered Office.

4.1 The registered office of the Company is established in Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg.

4.2 Within the same municipality, the registered office may be transferred by decision of the board of managers. It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by resolution of the shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

4.3 Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the board of managers.

4.4 In the event that the board of managers determines that extraordinary political, economic or social circumstances or natural disasters have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances; such temporary measures shall not affect the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

B. Share capital - Shares**Art. 5. Share Capital.**

5.1 The Company's share capital is set at fourteen thousand four hundred sixty-eight Euros (EUR 14,468.00), represented by:

5.1.1 twelve thousand five hundred (12,500) common shares, with a nominal value of one Euro (EUR 1.00) each (hereinafter "Common Shares"),

5.1.2 one thousand three hundred eighty-nine (1,389) series A shares, with a nominal value of one Euro (EUR 1.00) each (hereinafter "Series A Shares"), and

5.1.3 five hundred seventy-nine (579) series B shares, with a nominal value of one Euro (EUR 1.00) each (hereinafter "Series B Shares").

The rights and obligations attached to the shares shall be identical except to the extent otherwise provided by these articles of association or by the Law.

5.2 The Company's share capital may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

Art. 6. Shares.

6.1 The Company's share capital is divided into shares, each of them having the same nominal value.

6.2 The shares of the Company are in registered form.

6.3 The Company may have one or several shareholders, with a maximum of forty (40) shareholders.

6.4 Death, suspension of civil rights, dissolution, bankruptcy or insolvency or any other similar event regarding any of the shareholders shall not cause the dissolution of the Company.

6.5 The Company may accept contributions without issuing shares or other securities in consideration and may allocate such contributions to one or more distributable reserves. Decisions as to the use of any such distributable reserves are to be taken by the shareholder(s) or the manager(s) as the case may be, subject to the Law and these articles of association.

Art. 7. Register of shares - Transfer of shares.

7.1 A register of shares shall be kept at the registered office of the Company, where it shall be available for inspection by any shareholder. This register shall contain all the information required by the Law. Certificates of such registration may be issued upon request and at the expense of the relevant shareholder.

7.2 The Company will recognise only one holder per share. In case a share is owned by several persons, they shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until such representative has been appointed.

7.3 The shares are freely transferable among shareholders.

7.4 Inter vivos, the shares may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the shareholders at a majority of three quarters of the share capital (a "Super Majority") and subject to the provisions of any shareholders agreement between the shareholders, if any, in particular, any rights of first refusal, rights of pre-emption or tag-along rights or drag-along rights contained in any shareholders' agreement between the shareholders. To the extent that such approval has been granted, an additional consent to the transfer of shares is not required:

7.4.1 in any case of a transfer, assignment or any other disposal of shares by the shareholder Rocket Internet GmbH ("Rocket") or the shareholder HV Holtzbrinck Ventures Fund V GmbH & Co. KG ("Holtzbrinck", jointly with Rocket the "Investors" and each also an "Investor") to a company affiliated to such Investor within the meaning of sections 15 et seqq. German Stock Corporation Act (AktG);

7.4.2 in case of a sale, transfer, assignment or any other disposal of shares by any Investor to a company (x) which is directly or indirectly Controlling, Controlled by or under common Control with (i) this Investor or (ii) by one or more direct or indirect shareholders of the respective Investor (each a "Controlled Company"), whereas "Control" or "Controlled" or "Controlling" shall mean the direct or indirect domination of the company by way of (a) managing the company as managing shareholder, (b) holding the majority of shares or (c) holding the majority of voting rights by means of a contractual voting pool, or (d) the unilateral ability to cause, directly or indirectly, the direction of the management and policies of a person, whether through the ownership of voting securities or otherwise, or (y) in which the respective Investor or one or more shareholders of such Investor has a direct or indirect majority shareholding;

7.4.3 in case of a transfer, assignment or any other disposal of shares (i) to a party acquiring shares under the Simplified Employee Participation or (ii) to the Company and/or any Investor pursuant to a call-option under a vesting scheme;

7.4.4 in case of any transfer, assignment or any other disposal of shares within the framework of transformation procedures pursuant to the transformation law of Luxembourg, in particular (but without limitation) a merger of the Company, if the shareholders of the Company hold more than 50 % in any surviving legal entity after such transformation procedure.

7.5 In the cases provided for in art. 7.4.1 through 7.4.4 above, no duties to offer for sale apply, nor do any rights of first refusal, rights of pre-emption or tag-along rights or drag-along rights in favour of other shareholders apply.

7.6 Any transfer, assignment or any other disposal of shares shall become effective towards the Company and third parties through the notification of the transfer, assignment or any other disposal to, or upon the acceptance of the transfer, assignment or any other disposal by the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

7.7 In the event of death, the shares of the deceased shareholder may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by a Super Majority (which, for these purposes, shall exclude the shares of the deceased shareholder). Such approval is, however, not required in case the shares are transferred either to parents, descendants or the surviving spouse or any other legal heir of the deceased shareholder.

Art. 8. Redemption of Shares.

8.1 The Company may redeem its own shares. The voting rights of any of its shares held by the Company are suspended, for as long as they are held by the Company.

8.2 Shares of a shareholder may be redeemed without such shareholder's consent, if:

8.2.1 insolvency proceedings are opened over the assets of the shareholder or the opening of insolvency proceedings is rejected for lack of assets;

8.2.2 the share of a shareholder is seized or enforcement proceedings are otherwise initiated against such share and such enforcement proceedings are not finally closed within two (2) months.

Upon receipt by such shareholder of the declaration of redemption sent by the board of managers, the shares shall automatically be redeemed without any further action being required. The present articles together with the declaration of redemption constitute together a valid instrument in writing for the purposes of article 190 of the Law and the Company hereby acknowledges and accepts the transfer of the shares in such case and undertakes to register the transfer in its share register and to proceed with the relevant filings required by law.

8.3 If the share is held by several persons, it is sufficient that the ground for redemption exists with respect to one person; independently of this, several jointly entitled persons can only exercise the shareholders' rights in a uniform way through one jointly entitled person to be appointed for this purpose without undue delay after the joint entitlement arises.

8.4 The board of managers may declare a redemption. The redemption declaration takes effect upon receipt of the declaration by the shareholder concerned and if a respective shareholders' resolution is adopted (except in case of Article 8.2 of these articles of association, in which no declaration by the shareholder concerned and no respective shareholders' resolution is required).

Art. 9. Compensation for Redemption.

9.1 Redemption is made against compensation.

9.2 The compensation consists of a total amount equal to the market value of the redeemed shares. The effective date is the date before the redemption resolution.

9.3 The compensation for redemption shall be due and payable immediately upon redemption of the shares.

9.4 The withdrawing shareholder shall not be entitled to request the Company to provide security for outstanding amounts including interest.

9.5 In the event of dispute regarding the amount of the payable redemption compensation this is to determine by an auditor as expert arbitrator who shall jointly be appointed by the shareholders. If no agreement is reached the expert arbitrator shall be selected by the President of the Tribunal d'Arrondissement upon request of a shareholder or of the Company. The decision of the expert arbitrator shall be binding. The costs of the expert opinion shall be borne by the Company and the requesting shareholder in equal parts, the part allocated to such shareholder shall be set off with the redemption price and the redemption price shall be reduced accordingly. The shareholder shall bear the remaining costs in case the redemption price does not cover the costs allocated to the shareholder for the expert opinion.

Art. 10. Request of Assignment in lieu of Redemption.

10.1 The Company may decide that, in lieu of redemption, the shareholder concerned shall transfer the shares to a person named by the Company (including another shareholder of the Company), including also partial redemption or partial assignment of the shares to the Company or to a person named by the Company.

10.2 This Article 10 applies with the proviso that the compensation, as provided for in Article 9 of these articles of association, for the shares to be assigned is owed by the person acquiring the shares and that the Company shall be liable like a guarantor.

C. Decisions of the shareholders

Art. 11. Collective decisions of the shareholders.

11.1 The general meeting of shareholders is vested with the powers expressly reserved to it by law and by these articles of association.

11.2 Each shareholder may participate in collective decisions irrespective of the number of shares which he owns.

11.3 In case and as long as the Company has not more than twenty-five (25) shareholders, collective decisions otherwise conferred on the general meeting of shareholders may be validly taken by means of written resolutions. In such case, each shareholder shall receive the text of the resolutions or decisions to be taken expressly worded and shall cast his vote in writing.

11.4 The shareholders' resolutions are passed in meetings. Unless mandatory law prescribes another form, they can also be passed outside meetings in writing (including e-mail or fax) or telephone voting if such procedure is requested by a shareholder and no other shareholder declares its dissent with the procedure within two (2) weeks towards the board of managers of the Company in written form. If no dissent is declared within the two (2) weeks pursuant to the foregoing sentence the votes of the shareholders which are not participating in the voting shall be deemed to be abstention from voting. Written resolutions must be signed by each shareholder and the written record must be sent to each shareholder without undue delay. Resolutions not passed in writing must be confirmed in writing. Such confirmation only has declaratory significance.

11.5 Unless a notarial record is made of shareholders' resolutions, a written record must be made of every resolution passed at shareholders' meetings (for purposes of proof, not as a precondition of validity) without undue delay, which must state the date and form of the resolution passed, the content of the resolution and the votes cast. The written record must be sent to each shareholder in writing without undue delay.

11.6 In the case of a sole shareholder, such shareholder shall exercise the powers granted to the general meeting of shareholders under the provisions of section XII of the Law and by these articles of association. In such case, any reference made herein to the "general meeting of shareholders" shall be construed as a reference to the sole shareholder, depending on the context and as applicable, and powers conferred upon the general meeting of shareholders shall be exercised by the sole shareholder.

Art. 12. General meetings of shareholders.

12.1 Meetings of shareholders may be held at the registered office of the Company or at such place and time as may be specified in the respective convening notices of meeting.

12.2 The shareholders' meeting is called by registered letter (registered personal delivery, registered delivery or registered letter with confirmation of receipt) to each shareholder, stating the place, date, time and agenda, with a period of notice of at least four (4) weeks for ordinary shareholders' meetings and at least two (2) weeks for extraordinary

shareholders' meetings. The period of notice begins to run on the day following postage. The day of the shareholders' meeting is not counted in the calculation of the period of notice.

12.3 If all shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and have waived convening requirements, the meeting may be held without prior notice.

12.4 Each shareholder is entitled to be accompanied or represented at the shareholders' meeting by another shareholder authorised by a written power of attorney or by a lawyer, tax advisor or auditor under a professional duty of confidentiality.

12.5 Unless a notarial record is made of the negotiations of the shareholders' meeting, a written record must be made concerning the course of the meeting (for purposes of proof, not as a precondition of validity), which must state the place and date of the meeting, the participants, the items on the agenda, the main content of the negotiations and the shareholders' resolutions. The written record must be signed by all shareholders present or represented in the shareholders' meeting (for purposes of proof, not as a precondition of validity). Each shareholder must be sent a copy of the written record.

Art. 13. Quorum and vote.

13.1 Each shareholder is entitled to as many votes as he holds shares.

13.2 A shareholders' meeting only constitutes a quorum if at least 50% of the share capital is represented. Save for a higher majority provided in these articles of association or by Law, collective decisions of the Company's shareholders are only validly taken in so far as they are adopted by shareholders holding more than half of the share capital. If there is no quorum, a new shareholders' meeting with the same agenda must be called without undue delay in compliance with Article 12.2. This shareholders' meeting then shall constitute a quorum regardless of the share capital represented, if this was pointed out in the notice calling the meeting and the decisions shall be taken at the majority of the votes cast.

Art. 14. Change of nationality. The shareholders may change the nationality of the Company only by unanimous consent.

Art. 15. Amendments of articles of association. Any amendment of these articles of association requires the approval of (i) a majority in number of shareholders (ii) who are also a Super Majority.

Art. 16. Shareholders' resolutions requiring specific majority.

16.1 Shareholders' Resolutions regarding the following subjects must be taken by a Super Majority:

16.1.1 disposition of all Company's assets or of a significant part of the Company's assets including the resolution with respect to the liquidation of the Company;

16.1.2 resolution with respect to the merger, separation and transformation of the Company;

16.1.3 conclusion of intra-group agreements (Unternehmensverträge within the meaning of sections 291 et seqq. German Stock Corporation Act (AktG));

16.1.4 conclusion of company participations (for the avoidance of doubt, other than by way of disposal of shares) of any kind including silent partnerships and all agreements by which the other contractual party is granted a participation in the Company's profit or any payment that is dependent on the amount of the Company's profit; this does not include agreements with shareholders or employees of the Company, including agreements concluded in light of a prospective status as shareholder or employee, as well as agreements with third parties within the ordinary course of business, e.g. agreements between the Company and advertising partners.

16.2 Resolutions regarding the following subjects must be taken by a Super Majority and also require the prior consent of the Investors:

16.2.1 exclusion of subscription rights in case of capital increases;

16.2.2 acquisition of the Company's own shares, with the exception of acquisitions in accordance with Article 8.2 and transfers in accordance with Article 10.1 of these articles of association.

16.3. Whenever the capital of the company is divided into different classes of shares the specific rights and obligations attached to any class may be varied or abrogated with the unanimous consent in writing of the shareholders who hold all the issued shares of that class.

D. Board of managers - Advisory board

Art. 17. Powers of the sole manager - Composition and powers of the board of managers.

17.1 The Company shall be managed by one or several managers. If the Company has several managers, the managers form a board of managers.

17.2 If the Company is managed by one manager, to the extent applicable and where the term "sole manager" is not expressly mentioned in these articles of association, a reference to the "board of managers" used in these articles of association is to be construed as a reference to the "sole manager".

17.3 The board of managers is vested with the broadest powers to act in the name of the Company and to take any actions necessary or useful to fulfil the Company's corporate purpose, with the exception of the powers reserved by the Law or by these articles of association to the general meeting of shareholders.

Art. 18. Election, removal and term of office of managers.

18.1 The manager(s) shall be elected by the general meeting of shareholders which shall determine their remuneration and term of office.

18.2 The managers shall be elected and may be removed from office at any time, with or without cause.

18.3 The general meeting of shareholders may decide to appoint managers of two (2) different classes, being class A managers and class B managers. Any such classification of managers shall be duly recorded in the minutes of the relevant shareholders resolutions and the managers be identified with respect to the class they belong.

Art. 19. Vacancy in the office of a manager.

19.1 In the event of a vacancy in the office of a manager because of death, legal incapacity, bankruptcy, resignation or otherwise, this vacancy may be filled on a temporary basis and for a period of time not exceeding the initial mandate of the replaced manager by the remaining managers until the next meeting of shareholders which shall resolve on the permanent appointment, in compliance with the applicable legal provisions.

19.2 In case the vacancy occurs in the office of the Company's sole manager, such vacancy must be filled without undue delay by the general meeting of shareholders.

Art. 20. Convening meetings of the board of managers.

20.1 The board of managers shall meet upon call by any manager. The meetings of the board of managers shall be held at the registered office of the Company unless otherwise indicated in the notice of meeting.

20.2 Written notice of any meeting of the board of managers must be given to managers at least twenty-four (24) hours in advance of the time scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the reasons of such emergency must be mentioned in the notice. Such notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of such document being sufficient proof thereof. No prior notice shall be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers which has been communicated to all managers.

20.3 No prior notice shall be required in case all managers are present or represented at a board meeting and waive any convening requirement or in the case of resolutions in writing approved and signed by all members of the board of managers.

Art. 21. Management.

21.1 The board of managers may elect among its members a chairman. It may also choose a secretary, who does not need to be a manager and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers.

21.2 The chairman, if any, shall chair all meetings of the board of managers. In his absence, the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of the majority of managers present or represented at any such meeting.

21.3 Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing another manager as his proxy either in writing, or by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of the appointment being sufficient proof thereof. A manager may represent one or more but not all of the other managers.

21.4 Meetings of the board of managers may also be held by conference-call or video conference or by any other means of communication, allowing all persons participating at such meeting to hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation in the meeting. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting and the meeting is deemed to be held at the registered office of the Company.

21.5 The board of managers may deliberate or act validly only if at least a majority of the managers are present or represented at a meeting of the board of managers.

21.6 Decisions shall be taken by a majority vote of the managers present or represented at such meeting. The chairman, if any, shall not have a casting vote. In the event however the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers) any resolutions of the board of managers may only be validly taken if approved by the majority of managers including at least one class A and one class B manager (which may be represented).

21.7 The board of managers may unanimously pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication. Each manager may express his consent separately, the entirety of the consents evidencing the adoption of the resolutions. The date of such resolutions shall be the date of the last signature.

21.8 The managers shall require the prior consent of the advisory board for the legal transactions and measures specified below. No consent is required if such legal transactions and measures have been precisely defined and have in advance been approved by an adopted budget with the consent of the advisory board:

21.8.1 formation, acquisition, closure or disposal of enterprises or partial-businesses;

21.8.2 acquisition, sale and encumbrance of real estate and similar rights or rights in real estate;

21.8.3 establishment, relocation and closure of branch establishments and places of business;

21.8.4 modification of the fields of business of the Company and the termination of existing and commencement of new fields of business (Geschäftsfelder);

21.8.5 approval of the annual plan, in particular the budget plan for each following year;

21.8.6 assumption of sureties, guarantees or similar liabilities in excess of an amount of two hundred thousand Euros (EUR 200,000.00) in aggregate;

21.8.7 granting of loans in excess of two hundred thousand Euros (EUR 200,000.00) in the individual case, excluding, however, such loans between the Company and direct and indirect subsidiaries of the Company;

21.8.8 conclusion and termination of credit and loan agreements and other financial agreements in excess of two hundred thousand Euros (EUR 200,000.00) in the individual case and amendments to the credit framework and extraordinary repayments, excluding, however, such agreements between the Company and direct and indirect subsidiaries of the Company;

21.8.9 futures transactions concerning currencies, securities and exchange-traded goods and rights as well as other transactions with derivative financial instruments;

21.8.10 granting, introduction and amendment of pension commitments of any kind;

21.8.11 conclusion, amendment and dissolution of employment contracts providing for a remuneration in excess of two hundred fifty thousand Euros (EUR 250,000) per year;

21.8.12 promise or granting of bonuses and gratuities of any kind outside of existing employment contracts as well as payment of advances or grant of loans to managers and employees in excess of fifty thousand Euros (EUR 50,000) in the individual case;

21.8.13 conclusion, amendment or termination of Company collective agreements, works agreements (of substantial importance) and of general guidelines regarding the Company pension scheme;

21.8.14 institution and termination of legal disputes, in particular, arbitration proceedings involving a judicial amount in controversy of more than fifty thousand Euros (EUR 50,000.00) in the individual case;

21.8.15 acquisition, disposition and/or licensing of rights of use of any kind with respect to intellectual property rights including copyrights or any other property rights as well as the passing on of know-how for the independent exploitation by the enterprise and/or a third party, as well as the grant or acquisition of licences, as well as the amendment of agreements with respect thereto, excluding, however, such dispositions between the Company and direct and indirect subsidiaries of the Company;

21.8.16 granting of a power of attorney, by which a proxy grants power of attorney to another proxy, in order to conclude an agreement with him at the expense of the Company;

21.8.17 transactions of the Company and its investment companies with affiliated legal entities and individuals. As such shall be deemed to be direct or indirect shareholders of the Company, affiliated companies pursuant to sections 15 et seqq. German Stock Corporation Act (AktG) as well as relatives pursuant to section 15 German Tax Code (AO) of direct or indirect shareholders, as far as the latter - individually or jointly - hold, directly or indirectly, a majority interest. The consent requirement pursuant to this Article 21.8.17 does not apply if the transaction belongs to the ordinary course of business of the Company and is at arm's length;

21.8.18 changing of the Company's auditors;

21.8.19 granting, setting up or amending any employee incentive scheme (including the grant of any share options) outside the existing simplified employee participation agreed upon between the shareholders in a shareholders' agreement;

21.8.20 exercise of voting rights and other rights in a company in which the Company is a shareholder to the extent that this exercise would require the consent of the advisory board under these articles of association if the Company was concerned, i.e. according to this Article 21.8 or Article 16.

21.9 If the consent is required as aforesaid for the acquisition, sale or encumbrance of objects, the consent is also required for the contractual obligation relating thereto. The shareholders' meeting may by resolution determine further transactions and measures requiring the consent of the advisory board. The advisory board may give its consent also in advance for certain groups and kinds of transactions and measures.

21.10 The shareholders may by shareholders' resolution adopt rules of procedure for the managers.

21.11 The management shall ensure that, as far as legally possible, the regulations in this Article 21 apply in the same manner to all related companies in which the Company holds a majority interest, directly or indirectly, at present or in the future.

Art. 22. Minutes of the meeting of the board of managers; Minutes of the decisions of the sole manager.

22.1 The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman, if any or in his absence by the chairman pro tempore, and the secretary (if any), or by any two (2) managers. In the event the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers) under the joint signature of one (1) class A manager and one (1) class B manager (including by way of representation). Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the chairman, if any, or by any two (2) managers. In the event the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers

(namely class A managers and class B managers) under the joint signature of one (1) class A manager and one (1) class B manager (including by way of representation).

22.2 Decisions of the sole manager shall be recorded in minutes which shall be signed by the sole manager. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the sole manager.

Art. 23. Dealing with third parties. The Company shall be bound towards third parties in all circumstances (i) by the signature of the sole manager, or, if the Company has several managers, by the joint signature of any two (2) managers; in the event the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A manager and class B manager), the Company will only be validly bound by the joint signature of at least one (1) class A manager and one (1) class B manager (including by way of representation) or (ii) by the joint signatures or the sole signature of any person(s) to whom such signatory power may have been delegated by the board of managers within the limits of such delegation.

Art. 24. Advisory board.

24.1 The Company shall have an advisory board. It shall consist of three (3) voting members. The shareholders' meeting may by way of a shareholders' resolution increase or decrease the number of voting members of the advisory board.

24.2 The shareholders' meeting shall only set and/or amend rules of procedure for the advisory board by way of a unanimous shareholders' resolution.

24.3 The voting members of the advisory board shall be nominated, withdrawn or replaced by each member's respective appointing shareholder by written notification towards the Company as follows:

24.3.1 Two (2) voting members of the advisory board shall be nominated by Rocket in its sole discretion; and

24.3.2 One (1) voting member of the advisory board shall be nominated by Holtzbrinck in its sole discretion.

24.4 The advisory board may have non-voting members of the advisory board as observers.

24.5 The advisory board shall have a chairman and a deputy chairman. A voting member nominated by Rocket shall be the chairman of the advisory board. The rules of procedure of the advisory board may provide for further provisions in particular on the self-organization of the advisory board. The advisory board shall adopt resolutions with the simple majority of votes cast. The advisory board shall hold meetings on a regular basis, at least once every calendar quarter.

24.6 The advisory board shall be competent for advising the Company's managers on the strategy and operational matters and shall discuss with the managers the budget of the Company.

24.7 The advisory board is not a supervisory board within the meaning of article 60bis-11 et seq. of the Law.

24.8 The advisory board has a consultative function and will not interfere in the management of the Company.

E. Audit and supervision

Art. 25. Auditor(s).

25.1 In case and as long as the Company has more than twenty-five (25) shareholders, the operations of the Company shall be supervised by one or several internal auditors (commissaire(s)). The general meeting of shareholders shall appoint the internal auditor(s) and shall determine their term of office.

25.2 An internal auditor may be removed at any time, without notice and with or without cause by the general meeting of shareholders.

25.3 The internal auditor has an unlimited right of permanent supervision and control of all operations of the Company.

25.4 If the shareholders of the Company appoint one or more independent auditors (réviseur(s) d'entreprises agréé(s)) in accordance with article 69 of the law of 19 December 2002 regarding the trade and companies' register and the accounting and annual accounts of undertakings, as amended, the institution of internal auditor(s) is suppressed.

25.5 An independent auditor may only be removed by the general meeting of shareholders with cause or with its approval.

F. Financial year - Annual accounts - Allocation of profits - Interim dividends

Art. 26. Financial year. The financial year of the Company shall begin on the first of January of each year and shall end on the thirty-first of December of the same year.

Art. 27. Annual accounts and allocation of profits.

27.1 At the end of each financial year, the accounts are closed and the board of managers draws up an inventory of the Company's assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss accounts in accordance with the law.

27.2 From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) at least shall be allocated to the legal reserve. This allocation shall cease to be mandatory as soon and as long as the aggregate amount of such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital of the Company.

27.3 Sums contributed to a reserve of the Company by a shareholder may also be allocated to the legal reserve if the contributing shareholder agrees with such allocation.

27.4 In case of a share capital reduction, the Company's legal reserve may be reduced in proportion so that it does not exceed ten per cent (10%) of the share capital.

27.5 Upon recommendation of the board of managers, the general meeting of shareholders shall determine how the remainder of the Company's annual net profits shall be used in accordance with the Law and these articles of association.

27.6 Distributions shall be made to the shareholders in proportion to the number of shares they hold in the Company.

Art. 28. Interim dividends - Share premium and assimilated premiums.

28.1 The board of managers may decide to pay interim dividends on the basis of interim financial statements prepared by the board of managers showing that sufficient funds are available for distribution. The amount to be distributed shall be allocated where applicable and may not exceed realized profits since the end of the last financial year, increased by profits carried forward and distributable reserves, but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve which the Law or these articles of association do not allow to be distributed.

28.2 Any share premium, assimilated premium or other distributable reserve may be freely distributed to the shareholders subject to the provisions of the Law and these articles of association.

G. Liquidation

Art. 29. Liquidation. In the event of dissolution of the Company in accordance with Article 3.2 of these articles of association, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators who are appointed by the general meeting of shareholders deciding such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realization of the assets and payment of the liabilities of the Company.

H. Final clause - Governing law

Art. 30. Governing law.

30.1 All matters not governed by these articles of association shall be determined in accordance with the Law and any shareholders' agreement which may be entered into from time to time between the shareholders and the Company, and which may supplement certain provisions of these articles. Where any matter contained in these articles conflicts with the provisions of any shareholders' agreement, such shareholders' agreement shall prevail inter partes and to the extent permitted by Luxembourg law.

30.2 These articles are worded in English followed by a German translation; in case of divergence between the English and the German text, the English version shall prevail."

5. Subsequently, decision to appoint any manager of the Company, regardless of his category, each acting individually and with full power of substitution, to sign solely, the shareholders register of the Company.

6. Miscellaneous.

Having duly considered each item on the agenda, the general meeting unanimously takes, and requires the undersigned notary to enact, the following resolutions:

First resolution

The general meeting of shareholders decides to create one (1) additional class of shares, referred to as the series B shares (hereinafter "Series B Shares"), with a nominal value of one euro (EUR 1) each, and to hence have three (3) classes of shares in total, divided into common shares, series A shares and Series B Shares.

Second resolution

The general meeting of shareholders resolves to increase the Company's share capital by an amount of five hundred seventy-nine euro (EUR 579) so as to raise it from its current amount of thirteen thousand eight hundred eighty-nine euro (EUR 13,889) up to fourteen thousand four hundred sixty-eight euro (EUR 14,468) by issuing five hundred seventy-nine (579) Series B Shares with a nominal value of one euro (EUR 1) each.

Subscription

Five hundred seventy-nine (579) Series B Shares have been duly subscribed by Holtzbrinck, prenamed, here represented as aforementioned, for the price of five hundred seventy-nine euro (EUR 579).

Payment

The five hundred seventy-nine (579) Series B Shares subscribed by Holtzbrinck, aforementioned, have been entirely paid up through a contribution in cash in an amount of five hundred seventy-nine euro (EUR 579).

The amount of five hundred seventy-nine euro (EUR 579) is as now available to the Company as has been proved to the undersigned notary.

The contribution in the amount of five hundred seventy-nine euro (EUR 579) is entirely allocated to the share capital.

Third resolution

The general meeting of shareholders resolves the amendment of article five point one (5.1) of the articles of association of the Company so that it shall now henceforth read as follows:

“ Art. 5. Share Capital.

5.1 The Company's share capital is set at fourteen thousand four hundred sixty-eight Euros (EUR 14,468.00), represented by:

5.1.1 twelve thousand five hundred (12,500) common shares, with a nominal value of one Euro (EUR 1.00) each (hereinafter “Common Shares”),

5.1.2 one thousand three hundred eighty-nine (1,389) series A shares, with a nominal value of one Euro (EUR 1.00) each (hereinafter “Series A Shares”), and

5.1.3 five hundred seventy-nine (579) series B shares, with a nominal value of one EUR (EUR 1.00) each (hereinafter “Series B Shares”).

The rights and obligations attached to the shares shall be identical except to the extent otherwise provided by these articles of association or by the Law.”

Fourth Resolution

Inter alia as a result of the foregoing, the general meeting of shareholders resolves to fully restate the articles of association of the Company which shall henceforth read as set out in the agenda of the present deed.

Fifth Resolution

The general meeting of shareholders hereby appoints any manager of the Company, regardless of his category, each acting individually and with full power of substitution, to sign solely, the shareholders register of the Company.

Costs and expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company are estimated at approximately EUR 2,500.-

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing parties, the present deed is worded in English followed by a German translation; on the request of the same appearing party and in case of divergence between the English and the German text, the English version will prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholder signed together with the notary the present deed.

Es folgt die deutsche Übersetzung des vorangehenden Textes:

Im Jahre zweitausendvierzehn, am fünfundzwanzigsten September.

vor uns, dem unterzeichnenden Notar Maître Henri Hellinckx, mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg,

SIND ERSCHIENEN:

1. Rocket Internet AG (vormals Rocket Internet GmbH), eine Aktiengesellschaft bestehend unter deutschem Recht, mit satzungsmäßigem Sitz in Berlin, Deutschland, eingetragen im Handelsregister des Amtsgerichts Charlottenburg, Deutschland, unter der Nummer HRB 159634 B, mit Geschäftsanschrift in Johannisstraße 20, 10117 Berlin, Deutschland, („Rocket“),

Inhaber von elftausendzweihundertfünfzig (11.250) Stammanteilen und Inhaber von fünfhunderteinundzwanzig (521) Anteilen der Serie A,

hier vertreten durch Frau Xiaoshu Tang, LL.M., geschäftsansässig in Luxemburg, gemäß einer Vollmacht vom 22. September 2014, ausgestellt in Berlin, Deutschland;

2. Bambino 53. V V UG (haftungsbeschränkt), eine Unternehmergesellschaft (haftungsbeschränkt) nach deutschem Recht, mit satzungsmäßigem Sitz in Berlin, Deutschland, eingetragen im Handelsregister des Amtsgerichts Charlottenburg, Deutschland, unter der Nummer HRB 126893 B, mit Geschäftsanschrift in Johannisstraße 20, 10117 Berlin, Deutschland,

Inhaber von tausendzweihundertfünfzig (1.250) Stammanteilen,

hier vertreten durch Frau Xiaoshu Tang, LL.M., geschäftsansässig in Luxemburg, gemäß einer Vollmacht vom 22. September 2014, ausgestellt in Berlin, Deutschland;

3. HV Holtzbrinck Ventures Fund V GmbH & Co. KG, eine Kommanditgesellschaft nach deutschem Recht, mit satzungsmäßigem Sitz in München, Deutschland, eingetragen im Handelsregister des Amtsgerichts München, Deutschland, unter der Nummer HRA 98863, mit Geschäftsanschrift in Kaiserstraße 14b, 80801 München, Deutschland („Holtzbrinck“), vertreten durch ihren unbeschränkt haftenden Gesellschafter, HV Holtzbrinck Ventures Holding GmbH, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung bestehend unter deutschem Recht, eingetragen im Handelsregister des Amtsgerichts München, Deutschland, unter der Nummer HRB 185098 B, mit Geschäftsanschrift in Kaiserstraße 14b, 80801 München, Deutschland,

Inhaber von achthundertachtundsechzig (868) Anteilen der Serie A und zukünftiger Inhaber von fünfhundertneund-siebzig (579) Anteilen der Serie B.

hier vertreten durch Frau Xiaoshu Tang, LL.M., geschäftsansässig in Luxemburg, gemäß einer Vollmacht vom 23. September 2014, ausgestellt in München, Deutschland.

Besagte Vollmachten, welche von der Bevollmächtigten der erschienenen Parteien und dem Notar ne varietur paraphiert wurden, werden der vorliegenden Urkunde beigefügt, um mit ihr zusammen hinterlegt zu werden.

Die erscheinenden Parteien sind alle Gesellschafter und vertreten das gesamte Gesellschaftskapital der Digital Services Holding I S.à r.l. (die „Gesellschaft“), einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), gegründet und bestehend unter dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, mit Sitz in 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 180.879, gegründet am 27. September 2013 gemäß einer Urkunde des Notars Carlo Wersandt, mit Amtssitz in Luxemburg, welche am 25. November 2013 im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 2968, veröffentlicht wurde. Die Satzung der Gesellschaft wurde zuletzt am 19. März 2014 gemäß einer Urkunde des Notars Henri Hellinckx, mit Amtssitz in Luxemburg, geändert, welche am 11. July 2014 im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 1813 veröffentlicht wurde.

Da die erscheinenden Parteien das gesamte Gesellschaftskapital vertreten und auf jegliche Ladungsformalitäten verzichtet haben, ist die Gesellschafterversammlung ordnungsgemäß zusammengekommen und kann wirksam über die folgende Tagesordnung verhandeln:

Tagesordnung

1. Beschluss bezüglich der Schaffung einer (1) weiteren Klasse von Anteilen, welche als Anteile der Serie B (die „Anteile der Serie B“) bezeichnet werden, mit einem Nominalwert von je einem Euro (EUR 1), wodurch nunmehr insgesamt drei (3) Anteilsklassen bestehen, aufgeteilt in Stammanteile, Anteile der Serie A und Anteile der Serie B.

2. Erhöhung des Gesellschaftskapitals der Gesellschaft von dreizehntausendachtundneundachtzig Euro (EUR 13.889) um einen Betrag von fünfhundertneund-siebzig Euro (EUR 579) auf einen Betrag von vierzehntausendvierhundertachtundsechzig Euro (EUR 14.468) durch die Ausgabe von fünfhundertneund-siebzig (579) Anteilen der Serie B mit einem Nominalwert von je einem Euro (EUR 1).

3. Anschließende Änderung des Artikels fünf Punkt eins (5.1) der Satzung der Gesellschaft, welcher nunmehr wie folgt lautet:

„ Art. 5. Gesellschaftskapital.

5.1 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft beträgt vierzehntausendvierhundertachtundsechzig Euro (EUR 14.468,00), bestehend aus:

5.1.1 zwölftausendfünfhundert (12.500) Stammanteilen mit einem Nominalwert von je einem Euro (EUR 1,00) (die „Stammanteile“),

5.1.2 tausenddreihundertneundachtzig (1.389) Anteilen der Serie A mit einem Nominalwert von je einem Euro (EUR 1,00) (die „Anteile der Serie A“), und

5.1.3 fünfhundertneund-siebzig (579) Anteilen der Serie B mit einem Nominalwert von je einem Euro (EUR 1,00) (die „Anteile der Serie B“).

Die mit den Anteilen verbundenen Rechte und Pflichten sind identisch, es sei denn, es wird in dieser Satzung oder durch das Gesetz von 1915 etwas Gegenteiliges bestimmt.

4. Gänzliche Neufassung der Satzung der Gesellschaft, welche nunmehr wie folgt lautet:

„A. Name - Zweck - Dauer - Sitz

Art. 1. Name. Es besteht eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit dem Namen Digital Services Holding I S.à r.l. (die „Gesellschaft“), welche den Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner aktuellen Fassung (das „Gesetz von 1915“) und dieser Satzung unterliegt.

Art. 2. Zweck der Gesellschaft.

2.1 Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Beteiligungen jeglicher Art an luxemburgischen und ausländischen Gesellschaften sowie jede andere Form der Investition, der Erwerb von Wertpapieren jeder Art durch Kauf, Zeichnung oder auf andere Weise, sowie deren Übertragung durch Verkauf, Tausch oder in anderer Form und die Verwaltung, Kontrolle und Entwicklung ihrer Beteiligungen.

2.2 Die Gesellschaft kann des Weiteren für Gesellschaften, in welchen sie eine direkte oder indirekte Beteiligung oder Rechte jeglicher Art hält oder welche der gleichen Unternehmensgruppe wie sie selbst angehören Garantien geben, Sicherheiten einräumen, Kredite gewähren oder diese auf jede andere Weise unterstützen.

2.3 Die Gesellschaft kann, außer im Wege eines öffentlichen Angebotes, in jeder Form Gelder aufbringen, insbesondere durch Aufnahme von Darlehen in jeglicher Form oder mittels Ausgabe aller Arten von Anleihen, Wertpapieren und Schuldtiteln, Schuldverschreibungen, Obligationen und generell jeglicher Form von Schuldscheinen bzw. Wertpapieren.

2.4 Der Zweck der Gesellschaft ist auch (i) der Erwerb durch Kauf, Eintragung oder in jeder anderen Form, sowie die Übertragung durch Verkauf, Tausch oder auf sonstige Art von geistigem Eigentum und gewerblichen Schutzrechten, (ii) die Erteilung von Lizenzen bezüglich solchem geistigen Eigentum und solcher gewerblicher Schutzrechte, und (iii) das Innehaben und die Verwaltung von geistigem Eigentum und gewerblichen Schutzrechten.

2.5 Die Gesellschaft kann alle Tätigkeiten kaufmännischer, gewerblicher, industrieller und finanzieller Natur vornehmen sowie solche, welche das geistige Eigentum betreffen oder im Zusammenhang mit Grundeigentum stehen und die ihr zur Erreichung dieser Zwecke förderlich erscheinen, im Hinblick auf deren Verwertung durch Verkauf, Tausch oder auf sonstige Art.

Art. 3. Dauer.

3.1 Die Gesellschaft wird für unbegrenzte Dauer gegründet.

3.2 Sie kann jederzeit und ohne Begründung durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung aufgelöst werden, welcher in der für eine Satzungsänderung erforderlichen Art und Weise gefasst wird.

Art. 4. Sitz.

4.1 Der Sitz der Gesellschaft ist in Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg.

4.2 Innerhalb derselben Gemeinde kann der Gesellschaftssitz durch einen Beschluss des Rates der Geschäftsführer verlegt werden. Durch Beschluss der Gesellschafter, welcher in der für eine Satzungsänderung erforderlichen Art und Weise gefasst wird, kann er in jede andere Gemeinde des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

4.3 Zweigniederlassungen oder andere Geschäftsstellen können durch Beschluss des Rates der Geschäftsführer im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland errichtet werden.

4.4 Sollte der Rat der Geschäftsführer entscheiden, dass außergewöhnliche politische, wirtschaftliche oder soziale Entwicklungen aufgetreten sind oder unmittelbar bevorstehen, welche die gewöhnlichen Aktivitäten der Gesellschaft an ihrem Gesellschaftssitz beeinträchtigen könnten, so kann der Gesellschaftssitz bis zur endgültigen Beendigung dieser außergewöhnlichen Umstände vorübergehend ins Ausland verlegt werden; solche vorübergehenden Maßnahmen haben keine Auswirkungen auf die Nationalität der Gesellschaft, die trotz vorübergehender Verlegung des Gesellschaftssitzes eine luxemburgische Gesellschaft bleibt.

B. Gesellschaftskapital - Anteile

Art. 5. Gesellschaftskapital.

5.1 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft beträgt vierzehntausendvierhundertachtundsechzig Euro (EUR 14.468,00), bestehend aus:

5.1.1 zwölftausendfünfhundert (12.500) Stammanteilen mit einem Nominalwert von einem Euro (EUR 1,00) pro Anteil (die „Stammanteile“),

5.1.2 tausenddreihundertneunundachtzig (1.389) Anteilen der Serie A mit einem Nominalwert von einem Euro (EUR 1,00) pro Anteil (die „Anteile der Serie A“), und

5.1.3 fünfhundertneunundsiebzig (579) Anteilen der Serie B mit einem Nominalwert von einem Euro (EUR 1,00) pro Anteil (die „Anteile der Serie B“).

Die mit den Anteilen verbundenen Rechte und Pflichten sind identisch, es sei denn, es wird in dieser Satzung oder durch das Gesetz von 1915 etwas Gegenteiliges bestimmt.

5.2 Das Gesellschaftskapital kann durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung, welcher in der für eine Satzungsänderung erforderlichen Art und Weise gefasst wird, erhöht oder herabgesetzt werden.

Art. 6. Anteile.

6.1 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft ist in Anteile mit jeweils dem gleichen Nominalwert aufgeteilt.

6.2 Die Anteile der Gesellschaft sind Namensanteile.

6.3 Die Gesellschaft kann einen oder mehrere Gesellschafter haben, wobei deren Anzahl vierzig (40) nicht überschreiten darf.

6.4 Die Gesellschaft wird weder durch den Tod, die Geschäftsunfähigkeit, die Auflösung, die Insolvenz oder ein vergleichbares, einen Gesellschafter betreffendes Ereignis, aufgelöst.

6.5 Die Gesellschaft kann Einlagen ohne Ausgabe von Anteilen oder anderen Sicherheiten als Gegenleistung annehmen und diese einer oder mehreren ausschüttbaren Rücklagen zuführen. Entscheidungen bezüglich der Verwendung solcher ausschüttbarer Rücklagen werden gegebenenfalls von dem(den) Gesellschafter(n) oder Geschäftsführer(n) unter Berücksichtigung des Gesetzes von 1915 und dieser Satzung getroffen.

Art. 7. Anteilsregister - Übertragung von Anteilen.

7.1 Am Sitz der Gesellschaft wird ein Anteilsregister geführt, welches von jedem Gesellschafter eingesehen werden kann. Dieses Anteilsregister enthält alle vom Gesetz von 1915 vorgeschriebenen Informationen. Auf Ersuchen und auf Kosten des betreffenden Gesellschafters kann die Gesellschaft Zertifikate über die Eintragung ausgeben.

7.2 Die Gesellschaft erkennt lediglich einen Inhaber pro Anteil an. Sofern ein Anteil von mehreren Personen gehalten wird, müssen diese eine einzelne Person benennen, welche sie im Verhältnis zur Gesellschaft vertritt. Die Gesellschaft ist berechtigt, die Ausübung aller Rechte im Zusammenhang mit einem derartigen Anteil auszusetzen, bis eine Person als Vertreter der Inhaber gegenüber der Gesellschaft bezeichnet worden ist.

7.3 Die Anteile sind zwischen den Gesellschaftern frei übertragbar.

7.4 Inter vivos dürfen die Anteile neuen Gesellschaftern nur vorbehaltlich der Zustimmung von Gesellschaftern, die drei Viertel des Gesellschaftskapitals halten (eine „Qualifizierte Mehrheit“) und vorbehaltlich der Bestimmungen von Gesellschaftervereinbarungen zwischen den Gesellschaftern, sofern vorhanden, insbesondere hinsichtlich Vorkaufsrechten, Bezugsrechten oder Mitverkaufsrechten- oder Pflichten aus Gesellschaftervereinbarungen zwischen den Gesellschaftern übertragen werden. Sofern eine solche Zustimmung erteilt wurde, ist eine weitere Zustimmung zur Übertragung von Anteilen nicht erforderlich:

7.4.1 bei einer Übertragung, einer Abtretung oder einer anderen Veräußerung von Anteilen durch den Gesellschafter Rocket Internet GmbH („Rocket“) oder den Gesellschafter HV Holtzbrinck Ventures Fund V GmbH & Co. KG („Holtzbrinck“, gemeinschaftlich mit Rocket die „Investoren“ und jeweils einzeln ein „Investor“) an eine mit einem solchen Investor verbundene Gesellschaft im Sinne der §§ 15 ff. des deutschen Aktiengesetzes (AktG);

7.4.2 bei einem Verkauf, einer Übertragung, einer Abtretung oder einer anderen Veräußerung von Anteilen durch einen Investor an eine Gesellschaft, (x) welche direkt oder indirekt (i) diesen Investor oder (ii) einen oder mehrere direkte oder indirekte Gesellschafter des betreffenden Investors (jeweils eine „Kontrollierte Gesellschaft“) kontrolliert, von diesem kontrolliert wird, oder unter der gemeinsamen Kontrolle von diesem steht, wobei die Worte „Kontrolle“ oder „Kontrolliert“ oder „Kontrolliert Werden“ die direkte oder indirekte Beherrschung der Gesellschaft bezeichnet, durch (a) die Leitung der Gesellschaft durch einen geschäftsführenden Gesellschafter, (b) das Halten der Mehrheit der Anteile oder (c) das Halten der Mehrheit der Stimmrechte durch eine vertragliche Stimmvereinbarung, oder (d) die einseitige Fähigkeit, direkt oder indirekt die Leitung der Geschäftsführung und Handlungsweisen einer Person, entweder durch das Halten stimmberechtigter Wertpapiere oder anderweitig, zu beeinflussen, oder (y) in welcher der betreffende Investor oder einer oder mehrere Gesellschafter dieses Investors eine direkte oder indirekte Mehrheitsbeteiligung haben;

7.4.3 bei einer Übertragung, einer Abtretung oder einer anderen Veräußerung von Anteilen (i) an einen Dritten, welcher Anteile unter der Vereinfachten Mitarbeiterbeteiligung erwirbt, oder (ii) an die Gesellschaft und/oder einen beliebigen Investor gemäß einer Call-Option im Zusammenhang mit einer Vesting-Regelung;

7.4.4 bei einer Übertragung, einer Abtretung oder einer anderen Veräußerung von Anteilen im Rahmen von Umwandlungsvorgängen gemäß des Umwandlungsrechts Luxemburgs, insbesondere (jedoch nicht beschränkt auf) eine Verschmelzung der Gesellschaft, sofern die Gesellschafter der Gesellschaft nach einem solchen Umwandlungsvorgang mehr als fünfzig Prozent (50%) an einer überlebenden juristischen Person halten.

7.5 In den in Artikel 7.4.1 bis 7.4.4 vorgesehenen Fällen gelten weder Verpflichtungen zu Verkaufsangeboten, noch Vorkaufsrechte, Bezugsrechte oder Mitverkaufsrechte- oder Pflichten zugunsten anderer Gesellschafter.

7.6 Eine Übertragung, Abtretung oder andere Veräußerung von Anteilen wird gegenüber der Gesellschaft und Dritten gemäß Artikel 1690 des Code Civil wirksam, nachdem die Gesellschaft von der Übertragung, Abtretung oder anderen Veräußerung in Kenntnis gesetzt wurde oder der Übertragung, Abtretung oder anderen Veräußerung zugestimmt hat.

7.7 Im Todesfall dürfen die Anteile des verstorbenen Gesellschaftern nur an neue Gesellschafter übertragen werden, wenn eine Qualifizierte Mehrheit einer solchen Übertragung zustimmt (wobei die Anteile des verstorbenen Gesellschaftern für diese Zwecke nicht berücksichtigt werden). Eine derartige Zustimmung ist nicht erforderlich, wenn die Anteile an Eltern, Nachkommen oder den/die überlebende/n Ehepartner/in oder jeden anderen gesetzlichen Erben des verstorbenen Gesellschaftern übertragen werden.

Art. 8. Rückkauf von Anteilen.

8.1 Die Gesellschaft kann ihre eigenen Anteile zurückkaufen. Die Stimmrechte der von der Gesellschaft gehaltenen Anteile werden so lange ausgesetzt, wie die Anteile von der Gesellschaft gehalten werden.

8.2 Anteile eines Gesellschaftern können ohne Zustimmung eines solchen zurückgekauft werden, wenn:

8.2.1 ein Insolvenzverfahren über das Vermögen des Gesellschaftern eröffnet wird oder die Eröffnung eines Insolvenzverfahrens mangels Masse abgelehnt wird;

8.2.2 der Anteil des Gesellschaftern gepfändet wurde oder Vollstreckungsverfahren anderweitig gegen diesen Anteil eingeleitet wurden und diese Verfahren nicht innerhalb von zwei (2) Monaten vollständig eingestellt sind.

Mit Erhalt durch den Gesellschafter der vom Rat der Geschäftsführer gesendeten Rückkaufserklärung sind die Anteile automatisch zurückgekauft, ohne dass es einer weiteren Handlung bedarf. Die vorliegende Satzung stellt gemeinsam mit der Rückkaufserklärung ein gültiges Dokument im Sinne des Artikels 190 des Gesetzes von 1915 dar und die Gesellschaft bestätigt hiermit die Kenntnisnahme der Übertragung der Anteile, akzeptiert diese und verpflichtet sich zur Eintragung dieser Übertragung in ihrem Anteilsregister und zur entsprechenden gesetzlich geforderten Hinterlegung für diesen Fall.

8.3 Wird der Anteil von mehreren Personen gehalten, ist das Vorliegen eines Grundes zum Rückkauf in Bezug auf eine Person ausreichend; unabhängig davon können mehrere gemeinschaftlich berechnigte Personen die Gesellschafterrechte nur dann und einheitlich ausüben, wenn eine der gemeinschaftlich berechnigten Personen unverzüglich nach Eintritt der gemeinschaftlichen Berechnigung zu diesem Zwecke ernannt wird.

8.4 Ein Rückkauf kann durch den Rat der Geschäftsführer erklärt werden. Die Rückkaufserklärung wird wirksam, sobald der betreffende Gesellschafter die Erklärung erhält und ein entsprechender Gesellschafterbeschluss gefasst wird (außer im Falle von Artikel 8.2 dieser Satzung, in welchem keine Erklärung des Gesellschafters und kein entsprechender Gesellschafterbeschluss erforderlich sind).

Art. 9. Ausgleichzahlung für den Rückkauf.

9.1 Der Rückkauf erfolgt gegen eine Ausgleichzahlung.

9.2 Die Ausgleichzahlung besteht aus einem Gesamtbetrag, welcher dem Marktwert der zurückgekauften Anteile entspricht. Als Stichtag des Inkrafttretens gilt der Tag vor dem Rückkaufbeschluss.

9.3 Die Ausgleichzahlung für den Rückkauf ist unmittelbar mit dem Rückkauf der Anteile fällig und zahlbar.

9.4 Der ausscheidende Gesellschafter ist nicht dazu befugt, von der Gesellschaft Sicherheiten für ausstehende Beträge zuzüglich Zinsen zu verlangen.

9.5 Bei Streitigkeiten hinsichtlich des Betrags der zu zahlenden Ausgleichzahlung ist dieser Betrag von einem Wirtschaftsprüfer in der Eigenschaft als Schiedsgutachter, der von den Gesellschaftern gemeinschaftlich ernannt wird, festzulegen. Wird über die Ernennung des Schiedsgutachters keine Einigung erzielt, so wird dieser auf Ersuchen eines Gesellschafters oder der Gesellschaft vom Vorsitzenden des Bezirksgerichts (Tribunal d'Arrondissement) bestimmt. Die Entscheidung des Schiedsgutachters ist bindend. Die Kosten für das Gutachten werden von der Gesellschaft und dem ersuchenden Gesellschafter zu gleichen Teilen getragen, wobei der vom Gesellschafter zu tragende Teil mit dem Rückkaufspreis verrechnet und der Rückkaufspreis dementsprechend herabgesetzt wird. Der Gesellschafter hat die übrigen Kosten zu tragen, sofern der Rückkaufspreis die dem Gesellschafter zugewiesenen Kosten für das Gutachten nicht deckt.

Art. 10. Abtretung anstelle von Rückkauf.

10.1 Die Gesellschaft kann verlangen, dass der betreffende Gesellschafter anstelle des Rückkaufs die Anteile an eine von der Gesellschaft benannte Person (einschließlich eines anderen Gesellschafters der Gesellschaft) zu übertragen hat, auch im Falle eines Teilrückkaufs oder einer Teilabtretung der Anteile an die Gesellschaft oder an eine von der Gesellschaft benannte Person.

10.2 Der vorliegende Artikel 10 gilt mit der Maßgabe, dass, wie in Artikel 9 dieser Satzung vorgesehen, die Ausgleichzahlung für die abzutretenden Anteile durch die die Anteile erwerbende Person geschuldet ist und dass die Gesellschaft als Garant haftet.

C. Entscheidungen der Gesellschafter

Art. 11. Gemeinsame Entscheidungen der Gesellschafter.

11.1 Die Gesellschafterversammlung ist mit allen Rechten ausgestattet, welche ihr durch das Gesetz und diese Satzung ausdrücklich vorbehalten sind.

11.2 Jeder Gesellschafter darf unabhängig von der Anzahl seiner Anteile an gemeinsamen Entscheidungen teilnehmen.

11.3 Falls und solange die Gesellschaft nicht mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, dürfen gemeinsame Entscheidungen, welche ansonsten der Gesellschafterversammlung vorbehalten wären, schriftlich gefasst werden. In diesem Fall erhält jeder Gesellschafter den Text der Beschlüsse oder Entscheidungen in ausformulierter Form und übt sein Stimmrecht schriftlich aus.

11.4 Gesellschafterbeschlüsse werden in Versammlungen gefasst. Sofern nicht zwingende gesetzliche Vorschriften eine andere Form vorschreiben, können sie auch außerhalb von Versammlungen in schriftlicher Form (einschließlich EMail oder Fax) oder durch telefonische Abstimmung gefasst werden, sofern ein solches Verfahren von einem Gesellschafter ersucht wird und kein anderer Gesellschafter innerhalb von zwei (2) Wochen in schriftlicher Form Widerspruch gegen dieses Verfahren gegenüber dem Rat der Geschäftsführer der Gesellschaft einlegt. Wird innerhalb von zwei (2) Wochen kein Widerspruch gemäß des vorstehenden Satzes eingelegt, so werden die Stimmen der nicht an der Abstimmung teilnehmenden Gesellschafter als Enthaltungen gewertet. Schriftliche Beschlüsse sind von jedem Gesellschafter zu unterzeichnen und die Niederschrift ist jedem Gesellschafter unverzüglich zuzusenden. Beschlüsse, welche nicht in schriftlicher Form gefasst wurden, sind schriftlich zu bestätigen. Eine solche Bestätigung hat ausschließlich feststellende Bedeutung.

11.5 Von jedem Beschluss, der in Gesellschafterversammlungen gefasst wurde, ist unverzüglich eine Niederschrift anzufertigen (als Nachweis, nicht als Voraussetzung für die Wirksamkeit), die das Datum und die Form des gefassten Beschlusses, den Inhalt des Beschlusses und die abgegebenen Stimmen zu enthalten hat, es sei denn, die Gesellschafterbeschlüsse wurden notariell beurkundet. Die Niederschrift muss jedem Gesellschafter unverzüglich in schriftlicher Form zugesendet werden.

11.6 Im Falle eines Alleingesellschafters übt dieser die Befugnisse der Gesellschafterversammlung nach den Vorschriften des Abschnitts XII des Gesetzes von 1915 und dieser Satzung aus. In diesem Fall ist jeder Bezug auf die „Gesellschafterversammlung“ in der vorliegenden Satzung als Bezug auf den Alleingesellschafter, je nach Zusammenhang und soweit anwendbar, zu verstehen und die Befugnisse der Gesellschafterversammlung werden vom Alleingesellschafter ausgeübt.

Art. 12. Gesellschafterversammlung.

12.1 Gesellschafterversammlungen finden am Sitz der Gesellschaft oder an dem Ort und zu der Zeit statt, welche in der entsprechenden Einladung genauer bestimmt werden.

12.2 Die Gesellschafterversammlung wird mittels Einschreiben (Zustellung zu eigenen Händen, Einschreiben oder Einschreiben mit Rückschein) an jeden Gesellschafter einberufen und beinhaltet den Ort, das Datum, die Uhrzeit und die Tagesordnung, wobei bei ordentlichen Gesellschafterversammlungen eine Ankündigungsfrist von mindestens vier (4) Wochen und bei außerordentlichen Gesellschafterversammlungen eine Ankündigungsfrist von mindestens zwei (2) Wochen einzuhalten ist. Die Ankündigungsfrist beginnt am Tag nach dem Versand. Der Tag der Gesellschafterversammlung wird bei der Berechnung der Ankündigungsfrist nicht berücksichtigt.

12.3 Falls alle Gesellschafter in einer Gesellschafterversammlung anwesend oder vertreten sind und auf Einladungsformalitäten verzichtet haben, kann die Gesellschafterversammlung auch ohne vorherige Ankündigung abgehalten werden.

12.4 Jeder Gesellschafter ist dazu berechtigt, bei einer Gesellschafterversammlung von einem anderen durch eine schriftliche Vollmacht dazu berechtigten Gesellschafter oder von einem Anwalt, Steuerberater oder Wirtschaftsprüfer mit einer Berufsverschwiegenheitspflicht begleitet oder vertreten zu werden.

12.5 Eine Niederschrift hinsichtlich des Ablaufs der Versammlung ist (als Nachweis, nicht als Voraussetzung für die Wirksamkeit) anzufertigen und hat den Ort und das Datum der Versammlung, die Teilnehmer, die Tagesordnungspunkte, den Hauptinhalt der Verhandlungen und die Gesellschafterbeschlüsse zu beinhalten, es sei denn, die Verhandlungen der Gesellschafterversammlungen wurden notariell beurkundet. Die Niederschrift ist von allen bei der Gesellschafterversammlung anwesenden oder vertretenen Gesellschaftern zu unterzeichnen (als Nachweis, nicht als Voraussetzung für die Wirksamkeit). Jedem Gesellschafter ist eine Kopie der Niederschrift zuzusenden.

Art. 13. Quorum und Abstimmung.

13.1 Jeder Gesellschafter hat so viele Stimmen, wie er Anteile hält.

13.2 Eine Gesellschafterversammlung ist nur dann beschlussfähig, wenn mindestens 50% des Gesellschaftskapitals vertreten sind. Vorbehaltlich anderer Regelungen dieser Satzung oder des Gesetzes von 1915, die ein höheres Mehrheitsverhältnis vorsehen, bedürfen gemeinsame Entscheidungen der Gesellschafter der Zustimmung von Gesellschaftern, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals halten. Bei Beschlussunfähigkeit ist unverzüglich im Einklang mit Artikel 12.2 eine neue Gesellschafterversammlung mit derselben Tagesordnung einzuberufen. Diese Gesellschafterversammlung ist dann unabhängig von dem vertretenen Gesellschaftskapital beschlussfähig, sofern darauf in der die Versammlung einberufenden Ladung hingewiesen wurde und Beschlüsse werden mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst.

Art. 14. Änderung der Nationalität. Die Gesellschafter können die Nationalität der Gesellschaft nur einstimmig ändern.

Art. 15. Änderung der Satzung. Eine Änderung dieser Satzung erfordert die Zustimmung (i) einer zahlenmäßigen Mehrheit der Gesellschafter, (ii) die auch eine Qualifizierte Mehrheit bilden.

Art. 16 Gesellschafterbeschlüsse, die eine bestimmte Mehrheit erfordern.

16.1 Gesellschafterbeschlüsse hinsichtlich der folgenden Angelegenheiten erfordern eine Qualifizierte Mehrheit:

16.1.1 Veräußerung des gesamten Gesellschaftsvermögens oder eines beträchtlichen Anteils des Gesellschaftsvermögens einschließlich des Beschlusses hinsichtlich der Liquidation der Gesellschaft;

16.1.2 Beschluss hinsichtlich der Verschmelzung, Ausgliederung und Umwandlung der Gesellschaft;

16.1.3 Abschluss von Unternehmensverträgen (im Sinne der §§ 291 ff. des deutschen Aktiengesetzes (AktG));

16.1.4 Abschluss von Unternehmensbeteiligungen (um Zweifel auszuschließen, nicht durch die Veräußerung von Anteilen) jeglicher Art einschließlich stiller Beteiligungen und sämtlicher Verträge, durch welche die andere Vertragspartei eine Beteiligung am Gewinn der Gesellschaft erhält oder jede Zahlung, welche vom Gewinnbetrag der Gesellschaft abhängig ist; dies umfasst nicht Verträge mit Gesellschaftern oder Angestellten der Gesellschaft, einschließlich Verträge, welche im Hinblick auf einen voraussichtlichen Status als Gesellschafter oder Angestellter abgeschlossen wurden, sowie Verträge mit Dritten innerhalb des gewöhnlichen Geschäftsgangs, z.B. Verträge zwischen der Gesellschaft und Werbepartnern.

16.2 Beschlüsse hinsichtlich der folgenden Angelegenheiten erfordern eine Qualifizierte Mehrheit und zudem die vorherige Zustimmung der Investoren:

16.2.1 Ausschluss von Bezugsrechten im Falle von Kapitalerhöhungen;

16.2.2 Erwerb eigener Anteile der Gesellschaft, mit Ausnahme der Erwerbe gemäß Artikel 8.2 und Übertragungen gemäß Artikel 10.1 dieser Satzung.

16.3 Ist das Gesellschaftskapital in verschiedene Anteilklassen unterteilt, so können die spezifischen Rechte und Pflichten im Zusammenhang mit einer Anteilsklasse mit der einstimmigen und schriftlichen Zustimmung der Gesellschafter, die alle ausgegebenen Anteile dieser Anteilsklasse halten, verändert oder aufgehoben werden.

D. Rat der Geschäftsführer - Beirat

Art. 17. Befugnisse des alleinigen Geschäftsführers - Zusammensetzung und Befugnisse des Rates der Geschäftsführer.

17.1 Die Gesellschaft wird durch einen oder mehrere Geschäftsführer geleitet. Falls die Gesellschaft mehrere Geschäftsführer hat, bilden diese den Rat der Geschäftsführer.

17.2 Falls die Gesellschaft von einem einzelnen Geschäftsführer geleitet wird und soweit der Begriff „alleiniger Geschäftsführer“ nicht ausdrücklich verwendet wird, ist jeder Verweis in dieser Satzung auf den „Rat der Geschäftsführer“ als Verweis auf den „alleinigen Geschäftsführer“ auszulegen.

17.3 Der Rat der Geschäftsführer verfügt über die weitestgehenden Befugnisse, im Namen der Gesellschaft zu handeln und alle Handlungen vorzunehmen, die zur Erfüllung des Gesellschaftszwecks notwendig oder nützlich sind, mit Ausnahme der durch das Gesetz von 1915 oder durch diese Satzung der Gesellschafterversammlung vorbehaltenen Befugnisse.

Art. 18. Wahl, Abberufung und Amtszeit von Geschäftsführern.

18.1 Der bzw. die Geschäftsführer werden durch die Gesellschafterversammlung ernannt, welche ihre Bezüge und Amtszeit festlegt.

18.2 Geschäftsführer können jederzeit und ohne Grund ernannt oder abberufen werden.

18.3 Die Gesellschafterversammlung kann die Ernennung von Geschäftsführern zwei (2) unterschiedlicher Kategorien beschließen, nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B. Eine solche Klassifizierung der Geschäftsführer muss ordnungsgemäß in der Niederschrift der betreffenden Gesellschafterbeschlüsse festgehalten und die Geschäftsführer der Kategorie, der sie angehören, zugeordnet werden.

Art. 19. Vakanz einer Geschäftsführerstelle.

19.1 Scheidet ein Geschäftsführer durch Tod, Geschäftsunfähigkeit, Insolvenz, Rücktritt oder aus einem anderem Grund aus seinem Amt aus, so kann die unbesetzte Stelle durch die übrigen Geschäftsführer vorübergehend für einen die ursprüngliche Amtszeit nicht überschreitenden Zeitraum bis zur nächsten Gesellschafterversammlung ausgefüllt werden, welche im Einklang mit den anwendbaren gesetzlichen Vorschriften über die endgültige Ernennung entscheidet.

19.2 Für den Fall, dass der alleinige Geschäftsführer aus seinem Amt ausscheidet, muss die frei gewordene Stelle unverzüglich durch die Gesellschafterversammlung neu besetzt werden.

Art. 20. Einladung zu Sitzungen des Rates der Geschäftsführer.

20.1 Der Rat der Geschäftsführer versammelt sich auf Einberufung eines beliebigen Geschäftsführers. Die Sitzungen des Rates der Geschäftsführer finden, soweit in der Einladung nichts anderes bestimmt ist, am Sitz der Gesellschaft statt.

20.2 Die Geschäftsführer werden mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor dem für die Sitzung anberaumten Zeitpunkt zu jeder Sitzung des Rates der Geschäftsführer schriftlich geladen, außer in dringenden Fällen, wobei die Gründe der Dringlichkeit in der Einladung zu bezeichnen sind. Eine solche Einladung kann unterbleiben, falls alle Geschäftsführer schriftlich, per Faxschreiben, E-Mail oder mittels eines vergleichbaren Kommunikationsmittels ihre Zustimmung abgegeben haben, wobei eine Kopie des Einverständnisses ein hinreichender Nachweis ist. Eine Einladung zu Sitzungen des Rates der Geschäftsführer ist nicht erforderlich, wenn Zeit und Ort in einem vorausgehenden Beschluss des Rates der Geschäftsführer bestimmt worden sind, welcher allen Geschäftsführern übermittelt wurde.

20.3 Eine Einladung ist nicht erforderlich, wenn alle Geschäftsführer anwesend oder vertreten sind und diese alle Einladungsvoraussetzungen abbedingen oder im Fall von schriftlichen Umlaufbeschlüssen, wenn alle Mitglieder des Rates der Geschäftsführer diesen zustimmen und diese unterzeichnen.

Art. 21. Geschäftsführung.

21.1 Der Rat der Geschäftsführer kann unter seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden auswählen. Der Rat der Geschäftsführer kann auch einen Schriftführer ernennen, der nicht notwendigerweise ein Geschäftsführer sein muss und der für die Protokollführung der Sitzungen des Rates der Geschäftsführer verantwortlich ist.

21.2 Sitzungen des Rates der Geschäftsführer werden, falls vorhanden, durch den Vorsitzenden des Rates der Geschäftsführer geleitet. In dessen Abwesenheit kann der Rat der Geschäftsführer einen anderen Geschäftsführer durch einen Mehrheitsbeschluss der anwesenden oder vertretenen Mitglieder als Vorsitzenden pro tempore ernennen.

21.3 Jeder Geschäftsführer kann an einer Sitzung des Rates der Geschäftsführer teilnehmen, indem er einen anderen Geschäftsführer schriftlich, oder durch Faxschreiben, per E-Mail oder durch ein anderes vergleichbares Kommunikationsmittel bevollmächtigt, wobei eine Kopie der Bevollmächtigung als hinreichender Nachweis dient. Ein Geschäftsführer kann einen oder mehrere, aber nicht alle anderen Geschäftsführer vertreten.

21.4 Eine Sitzung des Rates der Geschäftsführer kann auch mittels Telefonkonferenz, Videokonferenz oder durch ein anderes Kommunikationsmittel abgehalten werden, welches es allen Teilnehmern ermöglicht, einander durchgängig zu hören und tatsächlich an der Sitzung teilzunehmen. Eine Teilnahme an einer Sitzung durch solche Kommunikationsmittel ist gleichbedeutend mit einer persönlichen Teilnahme an einer solchen Sitzung und die Sitzung gilt als am Sitz der Gesellschaft abgehalten.

21.5 Der Rat der Geschäftsführer kann nur dann wirksam handeln und abstimmen, wenn zumindest eine Mehrheit der Geschäftsführer in der Sitzung anwesend oder vertreten ist.

21.6 Beschlüsse werden mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen der an der Sitzung des Rates der Geschäftsführer teilnehmenden oder vertretenen Geschäftsführer gefasst. Der Vorsitzende des Rates der Geschäftsführer, falls vorhanden, hat im Falle von Stimmgleichheit nicht die entscheidende Stimme. Sofern die Gesellschafterversammlung jedoch unterschiedliche Kategorien von Geschäftsführern ernannt hat (nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B), werden Beschlüsse des Rates der Geschäftsführer nur dann wirksam gefasst, wenn sie von der Mehrheit

der Geschäftsführer einschließlich mindestens eines Geschäftsführers der Kategorie A und eines Geschäftsführers der Kategorie B (oder deren Vertreter) gefasst werden.

21.7 Der Rat der Geschäftsführer kann einstimmig Beschlüsse im Umlaufverfahren mittels schriftlicher Zustimmung, per Faxschreiben, per E-Mail oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel fassen. Jeder Geschäftsführer kann seine Zustimmung getrennt erteilen, wobei die Gesamtheit aller schriftlichen Zustimmungen die Annahme des betreffenden Beschlusses nachweist. Das Datum der letzten Unterschrift gilt als das Datum eines derart gefassten Beschlusses.

21.8 Die Geschäftsführer benötigen die vorherige Zustimmung des Beirats für die unten genannten Rechtsgeschäfte und Maßnahmen. Eine Zustimmung ist nicht erforderlich, sofern solche Rechtsgeschäfte und Maßnahmen präzise definiert und im Voraus von einem bewilligten Haushaltsplan mit der Zustimmung des Beirats genehmigt wurden:

21.8.1 Gründung, Erwerb oder Veräußerung von Unternehmen oder Teilbetrieben;

21.8.2 Erwerb, Verkauf und Belastung von Immobilien und ähnlicher Rechte oder Rechte an Immobilien;

21.8.3 Gründung, Verlegung und Schließung von Filialen und Niederlassungen;

21.8.4 Änderungen der Geschäftsfelder der Gesellschaft und Aufgabe bestehender und Aufnahme neuer Geschäftsfelder;

21.8.5 Genehmigung des Jahresplans, insbesondere des Haushaltsplans für jedes folgende Jahr;

21.8.6 Übernahme von Bürgschaften, Garantien oder ähnlichen Verpflichtungen, die einen Gesamtbetrag von zweihunderttausend Euro (EUR 200.000) überschreiten;

21.8.7 Gewährung von Darlehen, die, im Einzelfall, einen Betrag von zweihunderttausend Euro (EUR 200.000) überschreiten, jedoch unter Ausschluss von Darlehen zwischen der Gesellschaft und direkten oder indirekten Tochtergesellschaften der Gesellschaft;

21.8.8 Abschluss und Kündigung von Kredit- und Darlehensverträgen und anderen Finanzverträgen, die, im Einzelfall, einen Betrag von zweihunderttausend Euro (EUR 200.000) überschreiten und Änderungen des Kreditrahmens und außerordentliche Rückzahlungen, jedoch unter Ausschluss von Verträgen zwischen der Gesellschaft und direkten oder indirekten Tochtergesellschaften der Gesellschaft;

21.8.9 Termingeschäfte über Devisen, Sicherheiten und börsengehandelte Waren und Rechte, sowie weitere Transaktionen mit derivativen Finanzinstrumenten;

21.8.10 Gewährung, Einführung und Änderung von Versorgungszusagen jeglicher Art;

21.8.11 Abschluss, Änderung und Kündigung von Arbeitsverträgen, die ein Jahresgehalt von zweihundertfünfzigtausend Euro (EUR 250.000) überschreiten;

21.8.12 Zusicherung oder Gewährung von Sonderzulagen und Gratifikationen jeglicher Art außerhalb bestehender Arbeitsverträge, sowie Zahlung von Vorschüssen oder Gewährung von Darlehen an Geschäftsführer und Angestellte, die, im Einzelfall, einen Betrag von fünfzigtausend Euro (EUR 50.000) überschreiten;

21.8.13 Abschluss, Änderung oder Kündigung von Unternehmenstarifverträgen, Betriebsvereinbarungen (von erheblicher Bedeutung) und allgemeinen Richtlinien hinsichtlich der betrieblichen Altersvorsorge der Gesellschaft;

21.8.14 Einleitung oder Beendigung von Rechtsstreitigkeiten, insbesondere Schiedsgerichtsverfahren mit einem Streitwert von über fünfzigtausend Euro (EUR 50.000) im Einzelfall;

21.8.15 Erwerb, Verfügung und/oder Lizenzierung von Nutzungsrechten jeglicher Art hinsichtlich der Rechte an geistigem Eigentum, einschließlich Urheberrechten oder anderen Schutzrechten, sowie die Weitergabe von Knowhow zur eigenen Verwertung durch das Unternehmen und/oder eine Drittpartei, sowie die Erteilung oder der Erwerb von Lizenzen und die Abänderung diesbezüglicher Verträge, jedoch unter Ausschluss von Verfügungen zwischen der Gesellschaft und direkten und indirekten Tochtergesellschaften der Gesellschaft;

21.8.16 Erteilung einer Vollmacht, durch welche ein Bevollmächtigter einen anderen Bevollmächtigten dazu ermächtigt, auf Kosten der Gesellschaft einen Vertrag mit diesem zu schließen;

21.8.17 Transaktionen der Gesellschaft und ihrer Investoren mit verbundenen juristischen und natürlichen Personen. Als direkte oder indirekte Tochtergesellschaften der Gesellschaft werden verbundene Gesellschaften gemäß §§ 15 ff. des deutschen Aktiengesetzes (AktG), sowie Angehörige gemäß Abschnitt 15 der deutschen Abgabenordnung (AO) direkter oder indirekter Gesellschafter angesehen, sofern letztere - einzeln oder gemeinsam - direkt oder indirekt eine Mehrheitsbeteiligung halten. Das Zustimmungserfordernis gemäß dieses Artikels 21.8.17 ist nicht anwendbar, wenn die Transaktion zum gewöhnlichen Geschäftsgang der Gesellschaft gehört und marktüblichen Bedingungen (at arm's length) unterliegt;

21.8.18 Änderung der Rechnungsprüfer/Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft;

21.8.19 Gewährung, Schaffung oder Änderung eines Mitarbeiterbeteiligungsprogramms (einschließlich der Gewährung jeglicher Anteils- oder Aktienoptionen) außerhalb der bestehenden vereinfachten Mitarbeiterbeteiligung, die zwischen den Gesellschaftern in einer Gesellschaftervereinbarung vereinbart wurde;

21.8.20 Ausübung von Stimmrechten und anderen Rechten in einer Gesellschaft, deren Gesellschafter die Gesellschaft ist, sofern diese Ausübung, wenn die Gesellschaft betroffen wäre, die Zustimmung des Beirats nach dieser Satzung erfordern würde, d.h. gemäß dieses Artikels 21.8 oder Artikels 16.

21.9 Ist die Zustimmung zum Erwerb, zum Verkauf und zur Belastung von Objekten wie oben beschrieben erforderlich, so ist die Zustimmung ebenfalls für die damit verbundenen vertraglichen Verpflichtungen erforderlich. Die Gesellschafterversammlung kann durch einen Beschluss weitere Transaktionen und Maßnahmen bestimmen, die die Zustimmung des Beirats erfordern. Der Beirat kann seine Zustimmung für bestimmte Gruppen und Arten von Transaktionen und Maßnahmen auch im Voraus erteilen.

21.10 Die Gesellschafter können durch einen Gesellschafterbeschluss eine Geschäftsordnung für die Geschäftsführer beschließen.

21.11 Die Geschäftsführung hat sicherzustellen, dass die Bestimmungen dieses Artikels 21, soweit gesetzlich möglich, auf die gleiche Weise auf sämtliche verbundenen Gesellschaften angewendet werden, an welchen die Gesellschaft direkt oder indirekt gegenwärtig oder künftig eine Mehrheitsbeteiligung hält.

Art. 22 Protokoll von Sitzungen des Rates der Geschäftsführer; Protokoll der Entscheidungen des alleinigen Geschäftsführers.

22.1 Das Protokoll einer Sitzung des Rates der Geschäftsführer wird vom Vorsitzenden des Rates der Geschäftsführer, falls vorhanden oder, im Falle seiner Abwesenheit, von dem Vorsitzenden pro tempore und dem Protokollführer (falls vorhanden), oder von zwei (2) beliebigen Geschäftsführern unterzeichnet. Sofern die Gesellschafterversammlung unterschiedliche Kategorien von Geschäftsführern ernannt hat (nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B), durch gemeinsame Unterschrift eines (1) Geschäftsführers der Kategorie A und eines (1) Geschäftsführers der Kategorie B (oder deren Vertreter). Kopien oder Auszüge solcher Protokolle, die in einem Gerichtsverfahren oder auf sonstige Weise vorgelegt werden können, werden vom Vorsitzenden des Rates der Geschäftsführer, falls vorhanden, oder von zwei (2) beliebigen Geschäftsführern unterzeichnet. Sofern die Gesellschafterversammlung unterschiedliche Kategorien von Geschäftsführern ernannt hat (nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B), durch gemeinsame Unterschrift eines (1) Geschäftsführers der Kategorie A und eines (1) Geschäftsführers der Kategorie B (oder deren Vertreter).

22.2 Die Entscheidungen des alleinigen Geschäftsführers werden in ein Protokoll aufgenommen, welches vom alleinigen Geschäftsführer unterzeichnet wird. Kopien oder Auszüge solcher Protokolle, die in einem Gerichtsverfahren oder auf sonstige Weise vorgelegt werden können, werden vom alleinigen Geschäftsführer unterzeichnet.

Art. 23. Verpflichtung der Gesellschaft gegenüber Dritten. Die Gesellschaft wird gegenüber Dritten unter allen Umständen durch (i) die Unterschrift des alleinigen Geschäftsführers oder, für den Fall, dass die Gesellschaft mehrere Geschäftsführer hat, durch die gemeinsame Unterschrift von zwei (2) beliebigen Geschäftsführern, wirksam verpflichtet; sofern die Gesellschafterversammlung unterschiedliche Kategorien von Geschäftsführern ernannt hat (nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B), wird die Gesellschaft nur durch die gemeinsame Unterschrift mindestens eines (1) Geschäftsführers der Kategorie A und eines (1) Geschäftsführers der Kategorie B (oder deren Vertreter), oder (ii) durch die gemeinsame Unterschrift oder die alleinige Unterschrift jedweder Person(en), der/deren eine Unterschriftsbefugnis durch den Rat der Geschäftsführer übertragen worden ist, wirksam verpflichtet.

Art. 24. Beirat.

24.1 Die Gesellschaft hat einen Beirat. Dieser besteht aus drei (3) stimmberechtigten Mitgliedern. Die Gesellschafterversammlung kann durch einen Gesellschafterbeschluss die Anzahl der stimmberechtigten Mitglieder des Beirats erhöhen oder herabsetzen.

24.2 Die Gesellschafterversammlung kann die Geschäftsordnung des Beirats nur durch einen einstimmigen Gesellschafterbeschluss festlegen und/oder verändern.

24.3 Die stimmberechtigten Mitglieder des Beirats werden von dem entsprechenden ernennenden Gesellschafter jedes Mitglieds durch schriftliche Mitteilung an die Gesellschaft wie folgt ernannt, aberufen oder ersetzt:

24.3.1 Zwei (2) stimmberechtigte Mitglieder des Beirats werden von Rocket nach eigenem Ermessen ernannt; und

24.3.2 Ein (1) stimmberechtigtes Mitglied des Beirats wird von Holtzbrinck nach eigenem Ermessen ernannt.

24.4 Der Beirat kann nicht-stimmberechtigte Mitglieder als Beobachter haben.

24.5 Der Beirat hat einen Vorsitzenden und einen stellvertretenden Vorsitzenden. Ein von Rocket ernanntes stimmberechtigtes Mitglied ist der Vorsitzende des Beirats. Die Geschäftsordnung des Beirats hat weitere Bestimmungen, insbesondere hinsichtlich der Selbstorganisation des Beirats, zu enthalten. Der Beirat fasst Beschlüsse mit einfacher Mehrheit der abgegebenen Stimmen. Der Beirat hält regelmäßig Sitzungen ab, mindestens einmal pro Kalenderquartal.

24.6 Der Beirat ist für die Beratung der Geschäftsführer der Gesellschaft hinsichtlich Strategie und operativer Angelegenheiten zuständig und berät mit den Geschäftsführern über den Haushalt der Gesellschaft.

24.7 Der Beirat ist kein Aufsichtsrat im Sinne des Artikels 60bis-11 ff. des Gesetzes von 1915.

24.8 Der Beirat hat eine Beraterfunktion und wird sich nicht in die Geschäftsführung der Gesellschaft einmischen.

E. Aufsicht und Prüfung der Gesellschaft

Art. 25. Rechnungsprüfer/Wirtschaftsprüfer.

25.1 Falls und solange die Gesellschaft mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, werden die Geschäfte der Gesellschaft durch einen oder mehrere Rechnungsprüfer beaufsichtigt (commissaire(s)). Die Gesellschafterversammlung ernennt die Rechnungsprüfer und legt ihre Amtszeit fest.

25.2 Ein Rechnungsprüfer kann jederzeit und ohne Grund von der Gesellschafterversammlung abberufen werden.

25.3 Die Rechnungsprüfer haben ein unbeschränktes Recht auf ständige Überprüfung und Kontrolle aller Geschäfte der Gesellschaft.

25.4 Wenn die Gesellschafter im Einklang mit den Bestimmungen des Artikels 69 des Gesetzes vom 19. Dezember 2002 betreffend das Handelsregister und die Buchhaltung und den Jahresabschluss von Unternehmen, in der jeweils gültigen Fassung, einen oder mehrere unabhängige Wirtschaftsprüfer (réviseurs d'entreprises agréé(s)) ernennen, entfällt die Funktion des Rechnungsprüfers.

25.5 Ein unabhängiger Wirtschaftsprüfer darf nur aus berechtigtem Grund oder mit seiner Zustimmung durch die Gesellschafterversammlung abberufen werden.

F. Geschäftsjahr - Jahresabschluss - Gewinne - Abschlagsdividenden

Art. 26. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar eines jeden Jahres und endet am einunddreißigsten Dezember desselben Jahres.

Art. 27. Jahresabschluss und Gewinne.

27.1 Am Ende jeden Geschäftsjahres werden die Bücher geschlossen und der Rat der Geschäftsführer erstellt im Einklang mit den gesetzlichen Anforderungen eine Aufstellung der Aktiva und Passiva, eine Bilanz und eine Gewinn- und Verlustrechnung.

27.2 Vom jährlichen Nettogewinn der Gesellschaft werden mindestens fünf Prozent (5%) der gesetzlichen Rücklage der Gesellschaft zugeführt. Diese Zuführung ist nicht mehr verpflichtend, sobald und solange die Gesamtsumme dieser Rücklage der Gesellschaft zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals beträgt.

27.3 Durch einen Gesellschafter erbrachte Einlagen in Rücklagen können mit Zustimmung dieses Gesellschafters ebenfalls der gesetzlichen Rücklage zugeführt werden.

27.4 Im Falle einer Herabsetzung des Gesellschaftskapitals kann die gesetzliche Rücklage verhältnismäßig herabgesetzt werden, so dass diese zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals nicht übersteigt.

27.5 Auf Vorschlag des Rates der Geschäftsführer bestimmt die Gesellschafterversammlung im Einklang mit den gesetzlichen Anforderungen und den Regelungen dieser Satzung, wie der verbleibende jährliche Nettogewinn der Gesellschaft verwendet werden soll.

27.6 Ausschüttungen an die Gesellschafter erfolgen proportional zur Anzahl der von ihnen an der Gesellschaft gehaltenen Anteile.

Art. 28. Abschlagsdividenden - Agio und andere Kapitalreserven.

28.1 Der Rat der Geschäftsführer kann Abschlagsdividenden auf Grundlage von Zwischenabschlüssen zahlen, welche vom Rat der Geschäftsführer vorbereitet wurden und belegen, dass ausreichende Mittel für eine Abschlagsdividende zur Verfügung stehen. Der ausschüttbare Betrag soll gegebenenfalls verteilt werden und darf nicht die Summe der seit dem Ende des vergangenen Geschäftsjahres angefallenen Gewinne, gegebenenfalls erhöht durch vorgetragene Gewinne und ausschüttbare Rücklagen, beziehungsweise vermindert durch vorgetragene Verluste und Summen, die einer Rücklage zugeführt werden, welche nach dem Gesetz von 1915 oder dieser Satzung nicht ausgeschüttet werden darf, übersteigen.

28.2 Das Agio, andere Kapitalreserven oder andere ausschüttbare Rücklagen können, im Einklang mit den Bestimmungen des Gesetzes von 1915 und den Regelungen dieser Satzung, frei an die Gesellschafter ausgeschüttet werden.

G. Liquidation

Art. 29. Liquidation. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft im Einklang mit Artikel 3.2 dieser Satzung wird die Abwicklung durch einen oder mehrere Liquidatoren ausgeführt, welche von der Gesellschafterversammlung ernannt werden, die über die Auflösung der Gesellschaft beschließt und die Befugnisse und Vergütung der Liquidatoren bestimmt. Soweit nichts anderes bestimmt wird, haben die Liquidatoren die weitestgehenden Rechte für die Verwertung der Vermögenswerte und die Tilgung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft.

H. Schlussbestimmungen - Anwendbares recht

Art. 30. Anwendbares Recht.

30.1 Sämtliche in dieser Satzung nicht geregelten Angelegenheiten unterliegen den Bestimmungen des Gesetzes von 1915 und jeder Gesellschaftervereinbarung, die die Gesellschafter in der Zwischenzeit mit der Gesellschaft eingehen und durch die bestimmte Regelungen dieser Satzung ergänzt werden könnten. Sollte ein Artikel dieser Satzung mit den Bestimmungen einer Gesellschaftervereinbarung in Widerspruch stehen, so ist die Gesellschaftervereinbarung zwischen den Parteien, soweit nach luxemburgischem Recht zulässig, maßgebend.

30.2 Diese Satzung wurde auf Englisch verfasst, gefolgt von einer deutschen Übersetzung; im Falle von Abweichungen zwischen der englischen und der deutschen Fassung, ist die englische Fassung maßgebend.“

5. Anschließend Entscheidung jeden einzelnen Geschäftsführer der Gesellschaft, unabhängig von seiner Kategorie, zu bevollmächtigen das Gesellschafterregister in Einzelunterschrift und mit uneingeschränkter Befugnis zur Unterbevollmächtigung zu unterzeichnen;

6. Verschiedenes.

Nach ordnungsgemäßer Beratung über jeden Tagesordnungspunkt fasst die Gesellschafterversammlung einstimmig die folgenden Beschlüsse und ersucht den Notar, diese zu beurkunden:

Erster Beschluss

Die Gesellschafterversammlung beschließt, eine (1) weitere Klasse von Anteilen zu schaffen, welche als Anteile der Serie B (die „Anteile der Serie B“) bezeichnet werden, mit einem Nominalwert von je einem Euro (EUR 1,00), wodurch nunmehr insgesamt drei (3) Anteilklassen bestehen, aufgeteilt in Stammanteile, Anteile der Serie A und Anteile der Serie B.

Zweiter Beschluss

Die Gesellschafterversammlung beschließt, das Gesellschaftskapital der Gesellschaft von seinem derzeitigen Betrag von dreizehntausendachthundertneunundachtzig Euro (EUR 13.889) um einen Betrag von fünfhundertneunundsiebzig Euro (EUR 579) auf einen Betrag von vierzehntausendvierhundertachtundsechzig Euro (EUR 14.468) durch die Ausgabe von fünfhundertneunundsiebzig (579) Anteilen der Serie B mit einem Nominalwert von je einem Euro (EUR 1), zu erhöhen.

Zeichnung

Fünfhundertneunundsiebzig (579) Anteile der Serie B wurden ordnungsgemäß von Holtzbrinck, vorbenannt, hier vertreten wie vorerwähnt, zu einem Preis von fünfhundertneunundsiebzig Euro (EUR 579) gezeichnet.

Zahlung

Die von Holtzbrinck, vorbenannt, gezeichneten fünfhundertneunundsiebzig (579) Anteile der Serie B wurden vollständig eingezahlt durch eine Bareinlage in Höhe von fünfhundertneunundsiebzig Euro (EUR 579).

Die Summe von fünfhundertneunundsiebzig Euro (EUR 579) steht der Gesellschaft ab sofort zur freien Verfügung, so wie dies dem unterzeichnenden Notar erbracht wurde.

Die Einlage in Höhe von fünfhundertneunundsiebzig Euro (EUR 579) wird vollständig dem Gesellschaftskapital zugeführt.

Dritter Beschluss

Die Gesellschafterversammlung beschließt, Artikel fünf Punkt eins (5.1) der Satzung der Gesellschaft zu ändern, welcher nunmehr wie folgt lautet:

„ Art. 5. Gesellschaftskapital.

5.1 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft beträgt vierzehntausendvierhundertachtundsechzig Euro (EUR 14.468,00), bestehend aus:

5.1.1 zwölftausendfünfhundert (12.500) Stammanteilen mit einem Nominalwert von je einem Euro (EUR 1,00) (die „Stammanteile“),

5.1.2 tausenddreihundertneunundachtzig (1.389) Anteilen der Serie A mit einem Nominalwert von je einem Euro (EUR 1,00) (die „Anteile der Serie A“), und

5.1.3 fünfhundertneunundsiebzig (579) Anteilen der Serie B mit einem Nominalwert von je einem Euro (EUR 1,00) (die „Anteile der Serie B“).

Die mit den Anteilen verbundenen Rechte und Pflichten sind identisch, es sei denn, es wird in dieser Satzung oder durch das Gesetz von 1915 etwas Gegenteiliges bestimmt.“

Vierter Beschluss

Die Gesellschafterversammlung beschließt, unter anderem infolge des Vorstehenden, die gänzliche Neufassung der Satzung der Gesellschaft, welche nunmehr wie in der Tagesordnung der vorliegenden Urkunde dargestellt lautet.

Fünfter Beschluss

Die Gesellschafterversammlung entscheidet hiermit jeden einzelnen Geschäftsführer der Gesellschaft, unabhängig von seiner Kategorie, zu bevollmächtigen das Gesellschafterregister in Einzelunterschrift und mit uneingeschränkter Befugnis zur Unterbevollmächtigung zu unterzeichnen.

Kosten und Auslagen

Die Kosten, Auslagen, Honorare und Gebühren jeglicher Art, die von der Gesellschaft zu tragen sind, werden auf ungefähr EUR 2.500,- geschätzt.

Worüber Urkunde, aufgenommen und geschlossen in Luxemburg zum eingangs erwähnten Datum aufgenommen.

Der unterzeichnende Notar, der die englische Sprache beherrscht und spricht, erklärt hiermit, dass die vorliegende Urkunde auf Verlangen der erschienenen Parteien auf Englisch verfasst wurde, gefolgt von einer deutschen Übersetzung; auf Verlangen besagter erschienenen Parteien und im Falle von Abweichungen zwischen der englischen und der deutschen Fassung, ist die englische Fassung maßgebend.

Die vorstehende Urkunde ist der Bevollmächtigten der erschienenen Parteien, welche dem Notar mit Namen, Vornamen und Wohnsitz bekannt ist, verlesen und vom Notar gemeinsam mit dieser Bevollmächtigten unterzeichnet worden.

Gezeichnet: X. TANG und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 2 octobre 2014. Relation: LAC/2014/45971. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG - Der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 13. November 2014.

Référence de publication: 2014176801/1139.

(140202959) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2014.

Pianon S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4975 Bettange-sur-Mess, 25, rue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 47.487.

Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenue le 22 octobre 2014 à 10.30 heures au siège social

Le Conseil d'Administration, après en avoir délibéré, décide, en se prévalant de l'autorisation préalable de l'Assemblée Générale Extraordinaire de ce jour et conformément à l'article 60 de la loi du 10 août 1915 et de l'article 14 des statuts, de déléguer tous ses pouvoirs en ce qui concerne la gestion des affaires ainsi que la représentation de la société à Monsieur Jean PIANON, né le 13 septembre 1950 à Tambre (Italie) et demeurant à L-8016 Strassen, 23 rue des Carrières qui portera le titre d'administrateur délégué et qui pourra engager valablement la société par sa signature individuelle.

Cette nomination prend effet à partir de ce jour et jusqu'à l'assemblée générale statuant sur les comptes annuels de l'exercice 2014.

Cette résolution a été adoptée à l'unanimité.

Pour extrait sincère et conforme

Un administrateur

Référence de publication: 2014166621/18.

(140190048) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2014.

**Shilling S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Fortunato & Cie S.à r.l.).**

Siège social: L-2165 Luxembourg, 26-28, Rives de Clausen.

R.C.S. Luxembourg B 71.148.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 octobre 2014.

Référence de publication: 2014167383/10.

(140190949) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2014.

Shelley S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1468 Luxembourg, 14, rue Erasme.

R.C.S. Luxembourg B 77.065.

Les comptes annuels au 30 juin 2005 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour SHELLEY S.A. , en liquidation volontaire

Un mandataire

Référence de publication: 2014167417/11.

(140190428) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2014.

Grove Asset 9 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1536 Luxembourg, 2, rue du Fossé.
R.C.S. Luxembourg B 190.422.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 octobre 2014.

Pour copie conforme
Pour la société
Maître Carlo WERSANDT
Notaire

Référence de publication: 2014167092/14.

(140190667) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2014.

Original S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 4A, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 153.630.

Le bilan et l'annexe légale de l'exercice au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014168615/10.

(140192514) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2014.

Wanli S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2221 Luxembourg, 265, rue de Neudorf.
R.C.S. Luxembourg B 141.843.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014168770/10.

(140192152) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2014.

Arkhe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8354 Garnich, 6, Cité Bourfeld.
R.C.S. Luxembourg B 24.883.

Le bilan et l'annexe légale de l'exercice au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014168875/10.

(140193035) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 octobre 2014.

Patron Ewald Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 115.591.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014169314/10.

(140193202) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 octobre 2014.

Peaksid European Holdco II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 18-20, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 175.893.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 octobre 2014.

Référence de publication: 2014169315/10.

(140193205) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 octobre 2014.

Opale Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 181.542.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour le Conseil d'administration

Référence de publication: 2014169305/10.

(140193641) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 octobre 2014.

MN Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 175.581.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014169268/10.

(140193216) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 octobre 2014.

Madu S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 83.374.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31.10.2014.

Référence de publication: 2014169243/10.

(140192963) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 octobre 2014.

Partafin S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 107.608.

Il résulte d'une convention de cession de parts sociales du 29 octobre 2014 que NMC S.A. avec siège social à Gert-Noël Strasse, B-4731 Eynatten/Raeren a cédé 6.200 parts sociales de la société PARTAFIN S.à r.l. à la société NMC INTERNATIONAL S.à r.l. ayant son siège social au 9b bd Prince Henri, L-1724 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 107.609.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fons MANGEN

Gérant

Référence de publication: 2014169329/14.

(140193605) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 octobre 2014.

PROVENCE LUX S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4123 Esch-sur-Alzette, 63, rue du Fossé.

R.C.S. Luxembourg B 191.249.

—
STATUTS

L'an deux mil quatorze.

Le neuf octobre.

Par-devant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Monsieur Mario CORDONI, entrepreneur, demeurant à Londres, Flat 25 Parkside, Knightsbridge 28-56, SW 1X 7 JV, Royaume-Uni.

ici représentée par Monsieur Marco PATERNÒ CASTELLO, employé privé, demeurant professionnellement à L-1855 Luxembourg, 37A avenue JF Kennedy,

spécialement mandaté à cet effet par procuration en date du 1^{er} octobre 2014.

La prédite procuration, signée "ne varietur" par le mandataire du comparant et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes avec lesquelles elle sera soumise à la formalité de l'enregistrement.

Lequel comparant, représenté comme dit ci-avant, a prié le notaire instrumentant d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme à constituer.

Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital**Art. 1^{er}.** Il est formé une société anonyme sous la dénomination de «PROVENCE LUX S.A.».**Art. 2.** Le siège de la société est établi à Esch-sur-Alzette.

Par simple décision du conseil d'administration respectivement de l'administrateur unique, la société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Sans préjudice des règles du droit commun en matière de résiliation contractuelle, au cas où le siège de la société est établi par contrat avec des tiers, le siège de la société pourra être transféré sur simple décision du conseil d'administration respectivement de l'administrateur unique à tout autre endroit de la commune du siège. Le siège social pourra être transféré dans toute autre localité du Grand-Duché au moyen d'une résolution de l'actionnaire unique ou en cas de pluralité d'actionnaires au moyen d'une résolution de l'assemblée générale des actionnaires.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, se sont produits ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'un des organes exécutifs de la société ayant qualité de l'engager pour les actes de gestion courante et journalière.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée.**Art. 4.** La société a pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, au développement, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets.

Elle pourra emprunter sous quelque forme que ce soit. Elle pourra, dans les limites fixées par la loi du 10 août 1915, accorder à toute société du groupe ou à tout actionnaire tous concours, prêts, avances ou garanties.

Elle prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques, qui se rattachent directement ou indirectement à son objet ou qui le favorisent.

Art. 5. Le capital souscrit de la société est fixé à EUR 32.000,- (trente-deux mille euros) représenté par 32.000 (trente-deux mille) actions d'une valeur nominale de EUR 1,- (un euro) chacune.

Les actions sont nominatives.

La société peut, dans la mesure et aux conditions prescrites par la loi, racheter ses propres actions.

Le capital autorisé est, pendant la durée telle que prévue ci-après, de EUR 5.000.000,- (cinq millions d'euros) qui sera représenté par 5.000.000 (cinq millions) d'actions d'une valeur nominale de EUR 1,- (un euro) chacune.

Le capital autorisé et le capital souscrit de la société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

En outre, le conseil d'administration est autorisé, pendant une période de cinq ans prenant fin le 9 octobre 2019, à augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé avec émission d'actions nouvelles. Ces augmentations de capital peuvent être souscrites avec ou sans prime d'émission, à libérer en espèces, en nature ou par compensation avec des créances certaines, liquides et immédiatement exigibles vis-à-vis de la société, ou même par incorporation de bénéfices reportés, de réserves disponibles ou de primes d'émission, ou par conversion d'obligations comme dit ci-après.

Le conseil d'administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir ou toute autre personne dûment autorisée, pour recueillir les souscriptions et recevoir paiement du prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital.

Chaque fois que le conseil d'administration aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, il fera adapter le présent article.

Le conseil d'administration est encore autorisé à émettre des emprunts obligataires ordinaires, avec bons de souscription ou convertibles, sous forme d'obligations au porteur ou autre, sous quelque dénomination que ce soit et payables en quelque monnaie que ce soit, étant entendu que toute émission d'obligations, avec bons de souscription ou convertibles, ne pourra se faire que dans le cadre des dispositions légales applicables au capital autorisé, dans les limites du capital autorisé ci-dessus spécifié et dans le cadre des dispositions légales, spécialement de l'article 32-4 de la loi sur les sociétés.

Le conseil d'administration déterminera la nature, le prix, le taux d'intérêt, les conditions d'émission et de remboursement et toutes autres conditions y ayant trait.

Un registre des obligations nominatives sera tenu au siège social de la société.

Administration - Surveillance

Art. 6. En cas de pluralité d'actionnaires, la société doit être administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Si la société est établie par un actionnaire unique ou si à l'occasion d'une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que la société a seulement un actionnaire restant, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un (1) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Les administrateurs ou l'administrateur unique seront élus par l'assemblée générale des actionnaires pour un terme qui ne peut excéder six ans et toujours révocables par elle.

En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'assemblée générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de la première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 7. Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président. En cas d'empêchement du président, l'administrateur désigné à cet effet par les administrateurs présents, le remplace.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président ou sur la demande de deux administrateurs.

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs étant admis sans qu'un administrateur ne puisse représenter plus d'un de ses collègues.

Les administrateurs peuvent émettre leur vote sur les questions à l'ordre du jour par lettre, fax, conférence vidéo ou téléphonique dans les formes prévues par la loi.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil d'administration.

Art. 8. Toute décision du conseil est prise à la majorité absolue des membres présents ou représentés. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion du conseil est prépondérante.

Art. 9. Les procès-verbaux des séances du conseil d'administration sont signés par les membres présents aux séances. Les copies ou extraits seront certifiés conformes par un administrateur ou par un mandataire.

Art. 10. Le conseil d'administration ou l'administrateur unique est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social. Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi du 10 août 1915 et ses modifications ultérieures et les statuts à l'assemblée générale.

Art. 11. Le conseil d'administration ou l'administrateur unique pourra déléguer tout ou partie de ses pouvoirs de gestion journalière à un ou plusieurs administrateurs ou à des tierces personnes qui ne doivent pas nécessairement être actionnaires, dans la limite d'opérations ne dépassant pas EUR 50.000,- (cinquante mille euros).

Art. 12. Vis-à-vis des tiers, la société est engagée en toutes circonstances, en cas d'administrateur unique, par la signature individuelle de l'administrateur unique, ou en cas de pluralité d'administrateurs, par la signature conjointe de

deux administrateurs ou par la signature individuelle d'un délégué du conseil dans les limites de ses pouvoirs. La signature d'un seul administrateur sera toutefois suffisante pour représenter valablement la société dans ses rapports avec les administrations publiques.

Art. 13. La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale qui fixe leur nombre et leur rémunération, et toujours révocables.

La durée du mandat de commissaire est fixée par l'assemblée générale. Elle ne pourra cependant dépasser six années.

Assemblée générale

Art. 14. S'il y a seulement un actionnaire, l'actionnaire unique assure tous les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des actionnaires et prend les décisions par écrit.

En cas de pluralité d'actionnaires, l'assemblée générale des actionnaires représente tous les actionnaires de la société. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour décider des affaires sociales.

Les convocations se font dans les formes et délais prévus par la loi.

Art. 15. L'assemblée générale annuelle se réunit dans la commune du siège social, à l'endroit indiqué dans la convocation, le troisième mercredi du mois de juin à 10.00 heures.

Si la date de l'assemblée tombe sur un jour férié, elle se réunit le premier jour ouvrable qui suit.

Art. 16. Une assemblée générale extraordinaire peut être convoquée par le conseil d'administration respectivement par l'administrateur unique ou par le(s) commissaire(s). Elle doit être convoquée sur la demande écrite d'actionnaires représentant 10% du capital social.

Art. 17. Chaque action donne droit à une voix.

La société ne reconnaît qu'un propriétaire par action. Si une action de la société est détenue par plusieurs propriétaires en propriété indivise, la société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

Année sociale - Répartition des bénéfices

Art. 18. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Le conseil d'administration ou l'administrateur unique établit les comptes annuels tels que prévus par la loi.

Il remet ces pièces avec un rapport sur les opérations de la société un mois au moins avant l'assemblée générale ordinaire au(x) commissaire(s).

Art. 19. Sur le bénéfice net de l'exercice, il est prélevé 5% au moins pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint 10% du capital social.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Le conseil d'administration ou l'administrateur unique pourra verser des acomptes sur dividendes sous l'observation des règles y relatives.

L'assemblée générale peut décider que les bénéfices et réserves distribuables seront affectés à l'amortissement du capital sans que le capital exprimé soit réduit.

Dissolution - Liquidation

Art. 20. La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale, statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des statuts.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leur rémunération.

Disposition générale

Art. 21. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la société et se termine le trente et un décembre 2014.

La première assemblée générale annuelle se tiendra en 2015.

Le(s) premier(s) administrateur(s) et le(s) premier(s) commissaire(s) sont élus par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires suivant immédiatement la constitution de la société.

Souscription et paiement

Les statuts étant ainsi rédigés, le comparant prénommé, représenté comme dit ci-avant, a déclaré que les 32.000 (trente-deux mille) actions d'une valeur nominale de EUR 1,- (un euro) chacune ont été entièrement souscrites par l'actionnaire pré-désigné.

Toutes les actions ont été intégralement libérées par un versement en espèces, de sorte que la somme de EUR 32.000,- (trente-deux mille euros) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, preuve en ayant été donnée au notaire instrumentant.

Constatation

Le notaire instrumentant a constaté que les conditions exigées par l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures ont été accomplies.

Frais

Les parties ont évalué les frais incombant à la société du chef de sa constitution à environ EUR 1.300,-

Assemblée générale des actionnaires

L'actionnaire prénommé, représenté comme dit ci-avant, représentant l'intégralité du capital social, a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Le nombre d'administrateurs est fixé à trois.

Sont appelés aux fonctions d'administrateurs, leurs mandats expirant à l'assemblée générale statuant sur les comptes du premier exercice social:

- Monsieur Mario CORDONI, né le 18.05.59 à Turin (Italie), résident à Londres (Royaume Uni), Flat 25 Parkside, Knightsbridge 28-56, SW 1X 7 JV;
- Monsieur Olivier CAGIOLIS, né le 14.03.1974 à Montignies-sur-Sambre (Belgique), résident à F-57390 Audun-le-Tiche, (France), au 9 Rue Napoléon 1^{er} ;
- Madame Franca VELLA, née le 27.12.1973 à Charleroi (Belgique), résidente à F-57390 Audun-le-Tiche, (France), au 9 Rue Napoléon 1^{er} .

Deuxième résolution

Est appelé aux fonctions de commissaire aux comptes, son mandat expirant à l'assemblée générale statuant sur les comptes du premier exercice social: Audit & Consulting Services S.à r.l., une société à responsabilité limitée ayant son siège au 9-11, rue Louvigny, L - 1946 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B 151342.

Troisième résolution

Le siège social de la société est fixé au 63, rue du Fossé, L-4123 Esch-sur-Alzette.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire du comparant, connu du notaire par ses noms, prénoms, états et demeures, le prédit mandataire a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: M. PATERNO CASTELLO, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 16 octobre 2014. Relation: LAC/2014/48331. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 octobre 2014.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2014166631/201.

(140189372) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2014.

New Uberior House S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 12.500,00.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 182.262.

—
In the year two thousand and fourteen, the thirteen day of October.
Before us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg.

THERE APPEARED:

- CADOGAN INVESTMENTS, S.A., a public limited liability company (société anonyme), having its registered office at 6A, route de Treves, L-2633 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 124.671,

here represented by Régis Galiotto, notary's clerk, with professional address at Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal; and

- SQUARE UBERIOR HOUSE, a private limited liability company (société à responsabilité limitée) having its registered office at 560A, rue de Neudorf, L-2200 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg having a share capital of GBP 5,100,001 and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 185.407,

here represented by Régis Galiotto, notary's clerk, with professional address at Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

Said proxies, after having been signed *ne varietur* by the appearing parties and by the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed, to be filed with the registration authorities.

Such appearing parties, represented as stated hereabove, have requested the undersigned notary to enact the following:

- that CADOGAN INVESTMENTS, S.A., prenamed is the sole shareholder (the "Sole Shareholder") of NEW UBERIOR HOUSE S.à.r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at 6A Route de Treves, L-2633 Senningerberg with a share capital of GBP 12,500 and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 182.262 (the "Company"), incorporated pursuant to a deed of Maître Paul Bettingen, notary residing in Niederanven, on 26 November 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations of 14 January 2014, number 123, but owns only the voting rights over one hundred and fifty (150) shares of the Company, the voting right over the remaining three hundred and fifty (350) shares of the Company having been transferred by the Sole Shareholder to the sole benefit of SQUARE UBERIOR HOUSE, prenamed; and

- that the Company' share capital is set at twelve thousand five hundred British Pounds (GBP 12,500) represented by five hundred (500) shares with a par value of twenty-five British Pounds (GBP 25) each.

Then the Sole Shareholder and SQUARE UBERIOR HOUSE representing the entire voting right of the Company took the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder and SQUARE UBERIOR HOUSE decide (i) to suppress the nominal value of the shares in the capital of the Company, (ii) to create two classes of shares, the class A shares and the class B shares, (iii) to increase the number of shares up to ten thousand (10,000) and (iv) to reclassify the shares as follows: three thousand nine hundred eighty-three (3,983) class A shares and six thousand seventeen (6,017) class B shares without nominal value.

Second resolution

The Sole Shareholder and SQUARE UBERIOR HOUSE decide to amend article 6 of the Company's articles of association which will henceforth read as follows:

“ **Art. 6.** The Company's share capital is set at twelve thousand five hundred British Pounds (GBP 12,500.-) represented by three thousand nine hundred eighty-three (3,983) class A shares and six thousand seventeen (6,017) class B shares without nominal value.

Each share is entitled to one vote at ordinary and extraordinary general meetings.”

Third resolution

The Sole Shareholder and SQUARE UBERIOR HOUSE decide to accept, with effect as of the date hereof, the resignation of Mr Franck Ruimy as class A manager and to grant him discharge for the exercise of his mandate.

The Sole Shareholder and SQUARE UBERIOR HOUSE decide to appoint, with effect as of the date hereof, Mr Jacques Benhamou, French citizen, born on 24 January 1967 in Paris, with residence at 3D Connaught House W9 1AL London, United Kingdom, as class A manager for an indefinite period.

Fourth resolution

The Sole Shareholder and SQUARE UBERIOR HOUSE decide to amend article 19 of the Company's articles of association which henceforth read as follows:

Art. 19. Save a higher majority as provided herein, collective decisions are only validly taken in so far as they are adopted by partners owning more than half of the share capital.

The partners may not adopt the following decisions otherwise than by unanimous consent and/or in accordance with any shareholders' agreement which may be entered into by the shareholders of the Company from time to time:

- change the nationality of the Company;
- liquidate, wind-up, transfer the Company's register office, or change its corporate form;

- change the Company's accounting policies or financial year end;
- change the Company's name;
- issue or allot any unissued shares for the time being in the share capital of the Company, increase or reduce the share capital of the Company or create or issue or allot any new shares, any securities convertible into shares or any options in respect of shares or any loan capital;
- register or approve the transfer of any shares;
- alter any rights attaching to the shares (or any class thereof);
- alter any of its constitutional documents; and
- reorganise, consolidate, sub-divide or convert any of the share capital of the Company."

Fifth resolution

The Sole Shareholder and SQUARE UBERIOR HOUSE decide to amend article 12 of the Company's articles of association which shall read as follows:

" **Art. 12.** The Company is managed by a board of managers (the "Board of Managers") composed of one class A Manager, appointed among candidates nominated by the holder of the class A shares, and two B class Managers, appointed among candidates nominated by the holder of the class B shares.

The Managers will hold office until their successors are elected. They may be re-elected at the end of their term and they may be dismissed at any time, with or without cause, by a resolution of the general meeting of shareholders.

In dealing with third parties, the Board of Managers has the most extensive powers to act in the name of the Company in all circumstances and to authorize all acts and operations consistent with the Company's purpose. The Board of Managers may delegate its powers for specific purposes to one or several representatives.

The Company shall be bound towards third parties in all matters by the joint signature of the class A manager and any class B manager of the Company or by the joint or single signatures of any persons to whom such signatory power has been validly delegated in accordance with these articles of incorporation. Insofar as daily management is concerned, the Company shall be legally bound towards third parties by the sole signature of one class B manager of the Company.

Even after the term of their mandate, the Managers shall not disclose Company's information which may be detrimental to the Company's interests, except when such a disclosure is mandatory by law."

Whereof the present deed is drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same appearing parties and in case of divergence between the English and the French texts, the English version will be prevailing.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said person signed together with the notary, the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le treizième jour du mois d'octobre.

Par-devant Nous, Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

ONT COMPARU:

CADOGAN INVESTMENTS, S.A, une société anonyme, dont le siège social se situe au 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 124.671;

Ici représentées par Régis Galiotto, cleric de notaire, demeurant professionnellement à Luxembourg, agissant en vertu d'une procuration sous seing privé; et

SQUARE UBERIOR HOUSE, une société à responsabilité limitée dont le siège social se situe au 560A, rue de Neudorf, L-2200 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg ayant le capital social de GBP 5,100,001 et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 185 407,

Ici représentées par Régis Galiotto, cleric de notaire, demeurant professionnellement à Luxembourg, agissant en vertu d'une procuration sous seing privé, Lesdites procurations, après avoir été signés ne varietur par le représentant des parties comparantes et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte à des fins d'enregistrement.

Les parties comparantes, représentés tel que décrite ci-dessus, requiert le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

- CADOGAN INVESTMENTS, S.A., précitée ci-dessus est l'Associé Unique (l'«Associé Unique») de la société NEW UBERIOR HOUSE S.à r.l., une société à responsabilité limitée, dont le siège social se situe au 6A Route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Grand-Duché de Luxembourg ayant le capital sociale de GBP 12.500 et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 182.262 (la Société), et constituée suivant acte de Maître Paul Bettingen, notaire de résidence à Niederanven, Grand-Duché de Luxembourg, le 26 novembre 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 14 janvier 2014, numéro 123; mais détient seulement les droits de

vote relatifs à cent cinquante (150) parts sociales de la Société, les droits de vote relatifs à trois cents cinquante (350) parts sociales restants étant transférés par l'Associé Unique au profit du Square Uberior House, précitée; et

- le capital social de la Société est actuellement fixé à douze mille cinq cents livres sterling (GBP 12.500,-) représentés par cinq cents parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq livres sterling (GBP 25).

Par conséquent, l'Associé Unique et SQUARE UBERIOR HOUSE représentant l'entière des droits des votes de la Société ont pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique et SQUARE UBERIOR HOUSE décident (i) de supprimer la valeur nominale des parts sociales dans le capital de la Société, (ii) de créer deux catégories des parts sociales, les parts sociales de Classe A et les parts sociales de Classe B, (iii) d'augmenter le nombre des parts sociales jusqu'à dix mille (10.000) et (iv) de reclasser les parts sociales comme suit: trois mille neuf-cent quatre-vingt-trois (3.983) parts sociales de Classe A et six mille dix-sept (6.017) parts sociales de Classe B, sans valeur nominale.

Deuxième résolution

L'Associé Unique et SQUARE UBERIOR HOUSE décident de modifier l'article 6 des statuts de la Société qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 6.** Le capital social de la Société est fixé à la somme de douze mille cinq cents Livres Sterling (GBP 12.500,-) représenté par trois mille neuf-cent quatre-vingt-trois (3.983) parts sociales de catégorie A et six mille dix-sept (6.017) parts sociales de catégorie B, sans valeur nominale.

Chaque part sociale donne droit à une voix dans les délibérations des assemblées générales ordinaires et extraordinaires.»

Troisième résolution

L'Associé Unique et SQUARE UBERIOR HOUSE décident d'accepter, avec effet immédiat, la démission de M. Franck Ruimy en tant que gérant de Classe A et de lui accorder décharge pour l'exercice de son mandat.

L'Associé Unique et SQUARE UBERIOR HOUSE décident de nommer, avec effet immédiat, M. Jacques Benhamou, de nationalité française, né le 24 janvier 1967 à Paris, ayant le domicile au at 3D Connaught House W9 1AL Londres, Royaume Uni, en tant que gérant de Classe A pour une durée indéterminée.

Quatrième résolution

L'Associé Unique et SQUARE UBERIOR HOUSE décident de modifier l'article 19 des statuts de la Société qui désormais se lira comme suit:

« **Art. 19.** Sous réserve d'un quorum plus important prévu par les statuts, les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les associés ne peuvent prendre les décisions suivantes si ce n'est que par le consentement unanime et/ou en conformité avec quelque accord conclu par les associés de la Société de temps en temps en vue de:

- changer la nationalité de la Société;
- liquider, dissoudre, transférer du siège social de la Société, ou modification de la forme sociale;
- changer les politiques comptables de la Société ou la fin de l'année financière;
- changer la dénomination de la Société;
- libérer ou attribuer des parts sociales non émises pour le moment dans le capital de la Société, augmenter ou réduire le capital social de la Société ou créer ou libérer ou attribuer des parts sociales nouvelles, des titres convertibles en parts sociales ou d'options portant sur des parts sociales ou sur le capital d'emprunt;
- enregistrer ou approuver le transfert des parts;
- modifier les droits attachés aux parts sociales (ou d'une classe de ceux-ci);
- modifier les documents constitutifs; et
- réorganiser, consolider, subdiviser ou convertir tout le capital social de la Société.

Cinquième résolution

L'Associé Unique et SQUARE UBERIOR HOUSE décident de modifier l'article 12 des statuts qui désormais se lira comme suit:

« **Art. 12.** La Société est gérée par un conseil de gérance (le «Conseil de Gérance») composé d'un gérant de Classe A, nommé parmi les candidats désignés par le détenteur des parts sociales de Classe A, et deux gérants de Classe B, nommé parmi les candidats désignés par le détenteur des parts sociales de Classe B.

Les gérants seront en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus. Ils peuvent être réélus à la fin de leur mandat et ils peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par une résolution de l'assemblée générale des associés.

Vis-à-vis des tiers, le Conseil de Gérance a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour faire autoriser tous les actes et opérations relatifs à son objet. Le Conseil de Gérance, pourra déléguer ses compétences pour des opérations spécifiques à un ou plusieurs mandataires ad hoc.

La Société est engagée valablement vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par la signature conjointe du gérant de Classe A et l'un des deux gérants de Classe B ou par la signature individuelle ou conjointe de toute personne auquel pareil pouvoir de signature aura été délégué en conformité avec les statuts. Dans la mesure où la gestion journalière est concernée, la Société sera valablement engagée envers les tiers par la seule signature d'un gérant de Classe B de la Société.

Même après le terme de leur mandat, les gérants ont le devoir de ne pas divulguer d'information (s) sur la société qui pourrait nuire aux intérêts de la Société, à l'exception du cas où une telle divulgation d'information est requise par la loi.»

Dont Acte, fait et passé à Luxembourg à la date indiquée au début du présent document.

Le notaire soussigné qui comprend et parle anglais, constate que sur demande des parties comparantes ci-dessus, le présent acte est rédigé en anglais, suivi par une version française; sur demande des mêmes parties comparantes et en cas de divergence entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Le document ayant été lu au représentant des parties comparantes, connu du notaire par son nom, prénom, état civil et résidence, a été signé.

Signé: R. GALIOTTO et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 22 octobre 2014. Relation: LAC/2014/49273. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 27 octobre 2014.

Référence de publication: 2014166556/191.

(140190177) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2014.

Canterellus S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2165 Luxembourg, 26-28, rives de Clausen.

R.C.S. Luxembourg B 191.248.

— STATUTES

IN THE YEAR TWO THOUSAND AND FOURTEEN, ON THE TENTH DAY OF THE MONTH OF OCTOBER.

Before Us, Maître Cosita DELVAUX, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

There appeared:

MANDARIN CAPITAL PARTNERS II S.C.A. SICAR, a société en commandite par actions qualified as société d'investissement en capital à risque (SICAR) having its registered office in 26-28, rives de Clausen, L-2165 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B178903,

duly represented by Mrs Elena GUARALDI, employee

residing professionally in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg,

by virtue of a proxy delivered on 9th October 2014.

The said proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxyholder and the officiating notary, remains annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing party, represented as above stated, has requested the undersigned notary, to draw up the following Articles of Incorporation of a "société anonyme", which it intends to organise as shareholder or with any person who may become shareholder of the company in the future.

Denomination - Registered Office - Duration - Object

Art. 1. It is hereby established a Luxembourg company, in the form of a "société anonyme".

It exists under the name of «Cantarellus S.A.».

Art. 2. The registered office of the company is established in Luxembourg City, Grand-Duchy of Luxembourg. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand-Duchy of Luxembourg or abroad by a decision of the board of directors.

In the event that the board of directors determines that extraordinary political, economic or social events have occurred or are imminent which would interfere with the normal activities of the company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such provisional measures, however, shall have no effect on the nationality of the company, which, notwithstanding such temporary transfer, shall remain a Luxembourg company.

Art. 3. The company has as its object the holding of participations, in any form whatsoever, in all Luxembourgish and foreign businesses, companies and any other form of investments, the acquisition of all securities, titles and rights, through purchase, participation, contribution, subscription, underwriting or option to buy and by any other means, among them being the acquisitions of patents and licenses, their management and their development in all forms of financial, administrative, commercial and consulting assistance, the transfer by sale, exchange or otherwise of such securities, titles and rights, as well as all operations connected directly or indirectly to its object, especially raising funds, such as through borrowing, with or without guarantee and in all currencies, through issue of any kind of notes, securities or debt instruments, bonds and debentures and generally securities of any type, which would equally be able to be converted and / or subordinated and granting security, loans or guarantees to, or otherwise assist, companies in which it holds a direct or indirect interest or right of any kind, without these are substantial or not, or any company that would be a direct or indirect shareholder, or any company belonging to the same group of companies as the company.

Moreover, the company can effect all commercial, financial, industrial, movable and immovable operations connecting directly or indirectly to its object or susceptible to facilitate the realization of it.

Art. 4. The company is established for an unlimited duration.

It can be dissolved by decision of the extraordinary general meeting of shareholders deciding in the same way as when the articles of incorporation are amended.

Art. 5. The subscribed capital is fixed at EUR 31,000 (thirty one thousand euro) represented by 31,000 (thirty one thousand) shares with a nominal value of EUR 1 (one euro) each.

All the shares are in registered form.

A shareholders' register which may be examined by any shareholder will be kept at the registered office. The register will contain the precise designation of each shareholder and the indication of the number of shares held, the indication of the payments made on the shares as well as the transfers of shares and the dates thereof. Each shareholder will notify its address and any change thereof to the Company by registered letter. The Company will be entitled to rely for any purposes whatsoever on the last address thus communicated. Ownership of the shares will result from the recordings in the shareholders' register.

Any transfer of shares will be registered in the shareholders' register by a declaration of transfer entered into the shareholders' register, dated and signed by the transferor and the transferee or by their representative(s) as well as in accordance with the rules on the transfer of claims laid down in article 1690 of the Luxembourg Civil Code. Furthermore, the Company may accept and enter into the shareholders' register any transfer referred to in any correspondence or other document recording the consent of the transferor and the transferee.

The authorized capital, excluding the subscribed capital, of the company is fixed at EUR 5,000,000 (five million euro) to be divided into 5,000,000 (five million) shares with a par value of EUR 1 (one euro) each.

The authorized and subscribed capital of the company may be increased or reduced by a decision of the general meeting of shareholders, voting with the same quorum as for an amendment of the articles of incorporation.

The board of directors may, during a period of five years from the date of publication of the present articles of incorporation or, as the case may be, of the resolution to renew or to increase the authorised capital pursuant to this article, issue shares, grant options to subscribe for shares and issue any other instruments convertible into shares within the limits of the authorized capital to such persons and on such terms as they shall see fit and specifically to proceed to such issue without reserving a preferential right to subscribe to the shares issued for the existing shareholders. Such authorisation may be renewed through a resolution of the general meeting of the shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association, each time for a period not exceeding five (5) years. Such increase may be subscribed for and issued in the form of shares with or without an issue premium, as the board of directors shall determine.

The board of directors may delegate to any duly authorized person, the duty of accepting subscriptions and receiving payment for shares representing part or all of such increased amounts of capital.

After each increase in the subscribed capital performed in the legally required form by the board of directors, the present article will be adapted to this modification.

Art. 6. The company recognizes only one owner per share. If the title is held by several persons or if it is subject to a usufruct or a pledge, the company has the right to suspend the exercise of rights attached thereto until only one person is designated as being the owner of those rights.

Art. 7. The company is managed by a board of directors composed of 3 members at least, shareholders or not. The company is committed in any hypothesis by the joint signature of 2 directors and regarding the daily management, by the person in charge of the daily management, without prejudice to special delegations.

The operations of the company are surveyed by one or several auditors, shareholders or not.

The directors and the auditors are appointed by the general meeting of the shareholders who fix their number and the duration of their mandate and can revoke them at any time with or without cause. They may be reelected. In the case where no period has been fixed by the general meeting for the nomination of these organs, these organs are appointed for a period of one year.

The mandates cannot, without re-election, exceed a period of six years. They end immediately after the ordinary general meeting of the year of their expiration.

In the case of a vacancy of a post of a director appointed by the general meeting, the directors remaining so appointed have the right to temporarily fill such vacancy; in this case the general meeting proceeds with definitive election at its first meeting.

Art. 8. The board of directors must elect a chairman among its members. It can elect one or several vice chairman. In the case of absence of the chairman or of a vice chairman, the directors present will replace the director designated for this purpose.

Art. 9. The board of directors meets on the convocation of the chairman of the board or of the vice president or of two directors. Such convocation shall be made at least twenty four (24) hours prior to the meeting, except in case of urgency.

The meetings take place in the place and on a day and time designated in the notice of the meeting.

The board of directors can meet and decide validly without a prior convocation, every time that all the directors are present or represented and consent to deliberate on the objects of the agenda.

The board of directors can validly decide only if 50% at least of its members participate in the deliberation voting personally or by proxy. The deliberation can equally take place by way of telephone or videoconference. The mandate can only be given to another director. A director can represent several of his colleagues. Decisions of the board of directors shall be validly adopted by a majority vote of the members present in person or by proxy.

In the case where the vote would be expressed in writing or by means of telegram, telex or telecopy, the resolutions must collect unanimity of the directors.

A signed written decision by all the directors is also regulated and valid as if it had been adopted by a meeting of the board of directors duly convened and held. Such decision would be able to be documented by one or several separate documents having the same content, each signed by one or several directors.

Art. 10. The deliberations of the board of directors are recorded in minutes signed by two directors.

Art. 11. The board of directors is vested with the broadest powers to accomplish all acts of disposal and administration in the interests of the company, with the exception of all operations which are exclusively for the general meeting of shareholders.

All the powers which are not expressly reserved by the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, or by the articles of association of the company for the general meeting, will be within the competence of the board of directors.

It may, in particular, and without that the designation which follows is restrictive, draft and enter into all contracts and documents necessary to the execution of any business or operations concerning the company, release, decide on all inputs, give valid discharge, carry and authorize any withdrawals, even borrow through bond issues.

Towards third parties, the company is in all circumstances committed, in case of a sole director by the sole signature of the sole director or, in case of plurality of directors, by the signatures of any two directors or by the sole signature of a delegate of the board acting within the limits of his powers.

In its current relations with the public administration, the company is validly represented by the managing director, whose signature legally commits the company.

Art. 12. The board of directors can delegate all or part of its powers regarding the daily management, to one or several directors for which it fixes the conditions for the exercise of the powers by the signatories accredited by it, as well as the special remuneration attaching to those delegations.

The board of directors can also give special powers to one or several persons of its choice, director or not.

Art. 13. Any general meeting of shareholders shall be convened by the board of directors pursuant to a notice given by the board of directors setting forth the agenda and sent by registered letter at least eight (8) days prior to the meeting to each Shareholder at the Shareholder's address recorded in the shareholder register. In case of urgency, a general meeting can be held without any convening notice, provided that all shareholders are present or represented and have knowledge of the agenda of the meeting.

The general meeting of shareholders other than the ordinary general meeting takes place either at the registered office or in another place indicated in the convening notice made by the board of directors.

Any Shareholder may act at any general meeting by appointing in writing or by any other electronic means as his proxy, another person who need not to be a Shareholder.

The board of directors may determine any further conditions that must be fulfilled in order to take part in the general meetings and as permitted under any applicable laws.

The meeting designates the chairman of the meeting who can be the chairman of the board of directors, a director or a person chosen by the meeting. The chairman of the meeting presides over the office and appoints a secretary, shareholder or not, responsible for the drafting of the minutes of the meeting.

The meeting designates a scrutineer who can be a shareholder or not.

The annual general meeting and the annual general meetings to be held extraordinarily take the decisions by simple majority of the votes.

Art. 14. The general meeting has the broadest powers to do or ratify all the acts which are in the interest of the company.

Art. 15. The balance sheet surplus, net of general expenses and running costs, social charges and amortization constitute the profit of the company.

On the net profit so determined, 5% is to be assigned to the formation of the legal reserve; this allocation shall cease to be obligatory when the funds of the reserve reach a tenth of the capital.

The allocation of the net profit shall be determined annually upon proposition of the board of directors by the general meeting.

This allocation may include the payment of dividends, the creation or supply of reserve funds, provisions, retained earnings and amortization of capital without the stated capital being reduced.

Dividends are paid at places and times determined by the board of directors. The general meeting can authorize the board of directors to pay the dividends in all other currencies other than that in which the balance sheet is prepared and to determine the conversion rate of the dividend in the currency of payment.

The board of directors can pay interim dividends under the conditions and in the manner prescribed by law.

Art. 16. The general meeting hears the reports of directors and auditors and discusses the annual accounts.

After the adoption of the annual accounts, the general meeting decides by a special vote on the discharge of the directors and auditors. This discharge is valid only if the balance sheet contains no omission or false indication concealing the real situation of the company, and with respect to acts done outside the articles of association, unless specifically mentioned in the convening notice.

Art. 17. The extraordinary general meeting can modify any provisions of the articles of association. The convening notices are made in the form prescribed for the ordinary general meetings.

The extraordinary general meetings are properly constituted and validly deliberate only insofar as they are composed of a number of shareholders or special mandatory shareholders representing at least 50% of the share capital and that the agenda indicates the proposed changes of the articles of association and, if applicable, the text which relates to the object or the form of the company.

If the first of these conditions is not filled, a new meeting can be called by the board of directors, in the same form; this convening notice reproducing the agenda and indicating the date and the result of the preceding meeting.

The second meeting validly deliberates regardless of the quorum present.

In both meetings, resolutions, to be valid, must meet at least two-third majority of the votes of shareholders present or represented.

However, the nationality of the Company may be changed only with the unanimous consent of all the Shareholders and in compliance with any other legal requirement.

Art. 18. The general meetings, both ordinary and extraordinary, can be validly held and can validly decide, without prior notice, whenever all the shareholders are present or represented and consent to deliberate on the objects on the agenda.

Art. 19. At any time the extraordinary general meeting can decide, upon proposition of the board of directors, to dissolve the company. In the case of dissolution of the company, the extraordinary general meeting determines the procedure of liquidation and appoint one or several liquidators whose mission is to realize all the movable and immovable assets of the company and extinguish liabilities.

On the net assets resulting from the liquidation after all the liabilities are discharged, a necessary sum will be deducted to reimburse the amount of outstanding shares. Any surplus will be distributed pro rata between all the shares.

Art. 20. If the company has only one shareholder, any reference made herein to the “general meeting of shareholders” shall be construed as a reference to the “sole shareholder”, depending on the context and as applicable and powers conferred upon the general meeting of shareholders shall be exercised by the sole shareholder.

Art. 21. The financial year commences on the 1st day of January and finishes last day of December of every year.

Art. 22. The annual general meeting will take place at the registered office of the company on the last Thursday of the month of May each year at 2 p.m.. If this day is a holiday, the annual general meeting will take place on the first business day following, at the same time.

Art. 23. For all points not governed by the articles of association of the company, the parties will apply the provisions of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

Transitory dispositions

The first financial year begins on the date of incorporation of the company and ends on December 31st, 2015.

The first annual general meeting shall be held in 2016.

The first directors and the first auditor are elected by the extraordinary general shareholders' meeting that shall take place immediately after the incorporation of the company.

Subscription and payment

The articles of association having thus been established, the appearing party, represented as stated hereabove, declares to subscribe the thirty one thousand (31,000) shares as follows:

MANDARIN CAPITAL PARTNERS II S.C.A. SICAR, above named: thirty one thousand (31,000) shares.

All the shares have been paid up to the extent of one hundred percent (100%) by payment in cash, so that the amount of THIRTY ONE THOUSAND EURO (31,000.- EUR) is now available to the company, evidence thereof having been given to the notary executing this deed.

Verification

The notary executing this deed declares that the conditions prescribed in art. 26 of the law on commercial companies of August 10th 1915 as subsequently amended have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfillment.

Expenses

The amount of the expenses for which the company is liable as a result of its formation is approximately fixed at EUR 1,400.-.

Extraordinary general meeting

The above named appearing party, acting in the here above stated capacity, representing the whole of the subscribed capital, considering himself to be duly convened, then held an extraordinary general meeting and passed the following resolutions:

First resolution

The number of directors is fixed at three.

The following have been elected as directors, their mandate expiring at the general meeting which will be held in the year 2016.

- Mr. Massimo LONGONI, born on December 6th, 1970 in Como (Italy), residing in 10, rue Mathieu Lambert Schrobilgen, L-2526 Luxembourg;

- Mr. Lorenzo STANCA, born on February 24th, 1963 in Napoli (Italy), professionally residing at Corso di Porta Nuova 3, 20121 Milan (Italy);

- Mr. Judicael MOUNGUENGUY, born on May 24th, 1982, in Lambarene (Gabon), professionally residing at 26-28, rives de Clausen, L-2165 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Mr. Massimo LONGONI previously named, is appointed as Chairman of the Board of Directors.

Second resolution

According to article 12 of the articles of association, the board of directors is authorized to appoint and decides to appoint Mr. Massimo LONGONI, pre-named, as managing director of the company.

His mandate covering the daily management of the company, and expiring at the general meeting which will be held in the year 2016.

Third resolution

Deloitte Audit, a société anonyme with its registered office at 560, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, R.C.S Luxembourg B67895, is designated as independent auditor in charge of auditing the accounts of the company.

The mandate of the auditor shall be for one year and ending at the Annual General Meeting to be held in 2016.

Fourth resolution

The company's registered office is located in L-2165 Luxembourg, 26-28, rives de Clausen.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that upon request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French translation and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read to the proxy-holder of the appearing party, who is known to the notary by his surnames, Christian names, civil status and residences, said proxy-holder signed together with us, Notary, the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'AN DEUX MILLE QUATORZE, LE DIX OCTOBRE.

Par devant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

MANDARIN CAPITAL PARTNERS II S.C.A. SICAR, une société en commandite par actions qualifiée de société d'investissement en capital à risque (SICAR), ayant son siège social au 26-28, rives de Clausen, L-2165 Luxembourg, inscrite au R.C.S. Luxembourg, sous la Section B et le numéro B178903,

ici représentée par Mme Elena GUARALDI, employée

demeurant professionnellement à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

en vertu d'une procuration donnée le 9 octobre 2014.

La prédite procuration, signée «ne varietur» par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes avec lesquelles elle sera soumise à la formalité de l'enregistrement.

Laquelle partie comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant, d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme, que la partie pré-mentionnée a l'intention de constituer en tant qu'actionnaire ou avec toute autre personne qui deviendrait actionnaire de la société à l'avenir.

Dénomination - Siège - Durée - Objet

Art. 1^{er}. Il est constitué par les présentes une société luxembourgeoise, sous forme de société anonyme.

Elle existera sous la dénomination de «Cantarellus S.A.».

Art. 2. Le siège social de la société est établi à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg. La société peut établir des succursales, filiales ou bureaux au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger par décision du conseil d'administration.

Au cas où le conseil d'administration estime que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale de la société à son siège social ou la communication de ce siège à l'étranger, se présentent ou paraissent imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à la cessation complète de ces circonstances anormales. De telles mesures n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la société laquelle demeurera, nonobstant ce transfert provisoire, une société luxembourgeoise.

Art. 3. La société a pour objet la détention de participations, sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises luxembourgeoises et étrangères, sociétés et autres formes d'investissements, l'acquisition de tous titres et droits, par voie d'achat de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière et entre autres l'acquisition de brevets et licences, leur gestion et leur mise en valeur sous toutes formes d'assistance financière, administrative, commerciale et de conseil, le transfert par vente, échange ou autre de ces titres et droits ainsi que toutes opérations se rattachant directement ou indirectement à son objet, en empruntant notamment l'appel de fonds avec ou sans garantie et en toutes monnaies, par la voie de n'importe quelle sorte de notes, titres ou instruments de dettes, obligation et généralement les titres de n'importe quel type qui pourront également être convertibles et / ou subordonnés et octroyer des titres, prêts ou garanties ou assister les sociétés dans lesquelles elle aura pris des intérêts directs ou indirects ou droit de toute sorte, sans que ceux-ci soient substantiels ou pas ou à toutes sociétés, qui seraient actionnaires, directs ou indirects de la société, ou encore à toutes sociétés appartenant au même groupe de sociétés que la société.

En outre, la société peut effectuer toutes opérations commerciales, financières, mobilières et immobilières se rattachant directement ou indirectement à son objet ou susceptibles d'en faciliter la réalisation.

Art. 4. La société est constituée pour une durée illimitée.

Elle peut être dissoute par décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires statuant comme en matière de modification de statuts.

Art. 5. Le capital souscrit est fixé à EUR 31.000 (trente et un mille euros) représenté par 31.000 (trente et un mille) actions d'une valeur nominale de EUR 1,- (un euro) chacune.

Toutes les actions sont nominatives.

Un registre d'actionnaires sera tenu au siège social et tout actionnaire pourra en prendre connaissance. Ce registre contiendra la désignation précise de chaque actionnaire et l'indication du nombre de ses actions ainsi que l'indication des paiements effectués sur ces actions ainsi que les transferts des actions avec leur date. Chaque actionnaire notifiera son adresse et tout changement de celle-ci à la Société par lettre recommandée. La Société sera en droit de se fier pour toutes fins à la dernière adresse communiquée. La propriété des actions résultera de l'inscription dans le registre des d'actionnaires.

Toute cession d'actions sera inscrite dans le registre des actionnaires par une déclaration de cession enregistrée dans le registre des actionnaires datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par leur(s) fondé(s) de pouvoir ainsi que suivant les règles sur le transport des créances établies par l'article 1690 du Code civil luxembourgeois. De plus, la Société peut accepter et inscrire dans le registre d'actionnaires toute cession mentionnée dans toute correspondance ou autre document établissant l'accord du cessionnaire et du cédant.

Le capital autorisé, exclu le capital souscrit, est fixé à EUR 5.000.000 (cinq million d'euros) qui sera représenté par 5.000.000 (cinq million) actions d'une valeur nominale de EUR 1 (un euro) chacune.

Le capital autorisé et le capital souscrit de la société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts. En outre, le conseil d'administration est, pendant une période de cinq ans à partir de la publication des statuts, ou selon le cas, d'une résolution de renouveler ou d'augmenter le capital autorisé suivant cet article, autorisé à émettre des actions, à octroyer des options de souscription pour les actions et à émettre tout autre instrument convertible en actions en une ou plusieurs fois le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé à ces personnes et dans ces termes comme il jugeront bon et spécifiquement à procéder à cette émission sans réserver un droit préférentiel de souscrire aux actions souscrites pour les actionnaires existants. Une telle autorisation peut être renouvelée par une résolution de l'assemblée générale des actionnaires adoptée dans la manière exigée pour une modification de ces statuts chaque fois pendant une période n'excédant pas cinq ans. Ces augmentations de capital peuvent être souscrites et émises sous forme d'actions avec ou sans prime d'émission ainsi qu'il sera déterminé par le conseil d'administration.

Le conseil d'administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir, ou toute autre personne dûment autorisée, pour recueillir les souscriptions et recevoir paiement du prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital. Chaque fois que le conseil d'administration aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, il fera adapter le présent article.

Art. 6. La société ne reconnaît qu'un titulaire par titre. Si le titre appartient à plusieurs personnes ou s'il est grevé d'un usufruit ou d'un gage, la société a la faculté de suspendre l'exercice des droits y afférents jusqu'à ce qu'une seule personne soit désignée comme étant, à son égard, titulaire de ces droits.

Art. 7. La société est administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, actionnaires ou non. La société est engagée en toute hypothèse par la signature conjointe de deux administrateurs et, en ce qui concerne la gestion journalière, par le préposé à la gestion journalière, le tout sans préjudice de délégations spéciales.

Les opérations de la société sont surveillées par un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non.

Les administrateurs et commissaires sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui fixe leur nombre et la durée de leur mandat et peut les révoquer en tout temps avec ou sans motif. Ils peuvent être réélus. Au cas où aucune durée n'est fixée lors de la nomination de ces organes, ces organes sont nommés pour une durée d'un an.

Les mandats ne peuvent, sauf réélection, excéder une durée de six années. Ils prennent fin immédiatement après l'assemblée générale ordinaire de l'année de leur expiration.

En cas de vacance d'un poste d'administrateur nommé par l'assemblée, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas, l'assemblée générale procède à l'élection définitive lors de sa première réunion.

Art. 8. Le conseil d'administration doit élire un président parmi ses membres. Il peut élire un ou plusieurs vice-présidents. En cas d'empêchement du président ou d'un vice-président, l'administrateur désigné à cet effet par les administrateurs présents le remplace.

Art. 9. Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président du conseil ou d'un vice-président ou de deux administrateurs. La convocation doit être adressée aux administrateurs au moins vingt-quatre (24) heures avant l'heure de la réunion, sauf en cas d'urgence.

Les réunions ont lieu à l'endroit, au jour et à l'heure désignés dans les avis de convocation.

Le conseil d'administration peut se réunir et statuer valablement, même sans convocation préalable, chaque fois que tous les administrateurs sont présents ou représentés et consentent à délibérer sur les objets portés à l'ordre du jour.

Le conseil d'administration ne peut délibérer valablement que si cinquante pour cent au moins de ses membres participent à la délibération en votant personnellement ou par mandataire. La délibération peut également intervenir par le biais du téléphone ou de la vidéoconférence. Le mandat ne peut être donné qu'à un autre administrateur. Un administrateur peut représenter plusieurs de ses collègues. Les décisions du conseil d'administration seront valablement adoptées par la majorité des votes des membres présents en personne ou par mandataire.

Dans le cas où le vote serait exprimé par écrit au moyen de télégrammes, télex ou télécopie, les résolutions doivent recueillir l'unanimité des administrateurs.

Une décision écrite signée par tous les administrateurs est aussi régulière et valable comme si elle avait été adoptée lors d'une réunion du conseil d'administration dûment convoquée et tenue. Une telle décision pourra être documentée par un ou plusieurs écrits séparés ayant le même contenu, signés chacun par un ou plusieurs administrateurs.

Art. 10. Les délibérations du conseil sont constatées par des procès-verbaux signés par deux administrateurs.

Art. 11. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous actes de disposition et d'administration dans l'intérêt de la société, à l'exception de toutes opérations qui sont du ressort exclusif de l'assemblée générale des actionnaires.

Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la loi du 10 août 1915, telle que modifiée, ou par les statuts de la société à l'assemblée générale, seront de la compétence du conseil d'administration.

Il peut notamment et sans que la désignation qui va suivre soit limitative, faire et conclure tous contrats et actes nécessaires à l'exécution de toutes entreprises ou opérations qui intéressent la société, donner mainlevée, décider de tous apports, en donner valable quittance, faire et autoriser tous retraits, emprunter même au moyen d'émissions d'obligations.

Vis-à-vis des tiers, la société est engagée en toutes circonstances, en cas d'administrateur unique, par la signature individuelle de l'administrateur unique, ou en cas de pluralité d'administrateurs, par la signature conjointe de deux administrateurs ou par la signature individuelle d'un délégué du conseil dans les limites de ses pouvoirs.

La signature individuelle de l'administrateur délégué sera toutefois suffisante pour représenter valablement la société dans ses rapports avec les administrations publiques.

Art. 12. Le conseil d'administration peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs, en ce qui concerne la gestion journalière, à une ou plusieurs administrateurs, dont il fixe les conditions d'exercice des pouvoirs par des signataires accrédités par lui, ainsi que les rémunérations spéciales attachées à ces délégations.

Le conseil peut également conférer tous pouvoirs spéciaux à un ou plusieurs mandataires de son choix, administrateurs ou non.

Art. 13. Les assemblées générales des actionnaires doivent être convoquées par le conseil d'administration au moyen d'une convocation incluant l'ordre du jour et envoyée par lettre recommandée au moins huit (8) jours avant la tenue de l'assemblée à chaque actionnaire à l'adresse indiquée dans le registre des actionnaires. En cas d'urgence, l'assemblée générale peut se tenir sans convocation, à la condition que tous les actionnaires soient présents ou représentés et qu'ils déclarent se considérer comme dûment convoqués et avoir eu connaissance de l'ordre du jour.

Les assemblées générales des actionnaires autres que l'assemblée générale ordinaire se tiennent soit au siège social, soit en tout autre lieu indiqué dans la convocation faite par le conseil d'administration.

Un Actionnaire peut se faire représenter à toute assemblée générale en octroyant un pouvoir écrit à une autre personne, qui n'a pas besoin d'être Actionnaire.

Le conseil d'administration peut déterminer toutes conditions pour participer aux assemblées générales le cas échéant, selon les lois applicables.

L'assemblée désigne le président de l'assemblée qui peut être le président du conseil d'administration, un administrateur ou une personne choisie par l'assemblée. Le président de l'assemblée préside le bureau et désigne un secrétaire, actionnaire ou non, chargé de la rédaction de procès-verbal de l'assemblée.

L'assemblée désigne un scrutateur qui peut être actionnaire ou non.

Les assemblées générales ordinaires annuelles et les assemblées générales ordinaires convoquées extraordinairement prennent leurs décisions à la majorité simple des membres présents ou représentés.

Art. 14. L'assemblée générale a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société.

Art. 15. L'excédent favorable du bilan, déduction faite des frais généraux et d'exploitation, des charges sociales et des amortissements nécessaires, constitue le bénéfice de la société.

Sur le bénéfice net ainsi déterminé, il est prélevé cinq pour cent pour être affecté à la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve aura atteint le dixième du capital.

L'affectation à donner au solde du bénéfice sera déterminée annuellement sur proposition du conseil d'administration par l'assemblée générale ordinaire.

Cette affectation peut comporter la distribution de dividendes, la création ou l'alimentation de fonds de réserve, de provision, le report à nouveau, ainsi que l'amortissement du capital sans que le capital exprimé soit réduit.

Les dividendes éventuellement attribués sont payés aux endroits et aux époques déterminés par le conseil d'administration. L'assemblée générale peut autoriser le conseil d'administration à payer les dividendes en toute autre monnaie que celle dans laquelle le bilan est dressé et à déterminer souverainement le taux de conversion du dividende dans la monnaie du paiement effectif.

Le conseil d'administration peut procéder à des versements d'acomptes sur dividendes aux conditions et suivant les modalités fixées par la loi.

Art. 16. L'assemblée générale entend les rapports des administrateurs et des commissaires et discute les comptes annuels.

Après l'adoption des comptes annuels, l'assemblée générale se prononce par un vote spécial sur la décharge des administrateurs et des commissaires. Cette décharge n'est valable que si le bilan ne contient ni omission, ni indication

fausse dissimulant la situation réelle de la société, et, quant aux actes faits en dehors des statuts, que s'ils ont été spécialement indiqués dans la convocation.

Art. 17. L'assemblée générale extraordinaire peut modifier les statuts dans toutes leurs dispositions. Des convocations sont faites dans les formes prescrites pour les assemblées générales ordinaires.

Les assemblées générales extraordinaires sont régulièrement constituées et ne délibèrent valablement qu'autant qu'elles soient composées d'un nombre d'actionnaires ou de mandataires spéciaux d'actionnaires représentant 50% au moins du capital social et que l'ordre du jour indique les modifications statutaires proposées et le cas échéant, le texte de celles qui touchent à l'objet ou à la forme de la société.

Si la première de ces conditions n'est pas remplie, une nouvelle assemblée peut être convoquée par le conseil d'administration, dans les mêmes formes statutaires; cette convocation reproduit l'ordre du jour en indiquant la date et le résultat de la précédente assemblée.

La seconde assemblée délibère valablement, quel que soit le quorum de présence.

Dans les deux assemblées, les résolutions, pour être valables, devront réunir les deux tiers au moins des voix des actionnaires présents ou représentés.

Cependant, la nationalité de la Société ne peut être changée qu'avec l'accord unanime des actionnaires et sous réserve du respect de toute autre disposition légale.

Art. 18. Les assemblées générales, tant ordinaires qu'extraordinaires peuvent se réunir et statuer valablement, même sans convocation préalable, chaque fois que tous les actionnaires sont présents ou représentés et consentent à délibérer sur les objets portés à l'ordre du jour.

Art. 19. A tout moment, l'assemblée générale extraordinaire peut, sur la proposition du conseil d'administration, prononcer la dissolution de la société. En cas de dissolution de la société, l'assemblée générale extraordinaire règle le mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs ayant pour mission de réaliser tout l'actif mobilier et immobilier de la société et d'éteindre le passif.

Sur l'actif net provenant de la liquidation après extinction du passif, il sera prélevé une somme nécessaire pour rembourser le montant libéré et non amorti des actions; quant au solde, il sera réparti au prorata entre toutes les actions.

Art. 20. Si la société n'a qu'un seul actionnaire toute référence faite à l'assemblée générale des actionnaires sera interprétée comme référence à l'actionnaire unique selon le contexte et comme applicable, et les pouvoirs conférés sur l'assemblée générale des actionnaires seront exercés par l'actionnaire unique.

Art. 21. L'année sociale commence le premier jour du mois de janvier et finit le dernier jour du mois de décembre de chaque année.

Art. 22. L'assemblée générale se réunira de plein droit dans la commune du siège social, le dernier jeudi du mois de mai de chaque année à 14.00 heures. Si ce jour est férié, l'assemblée aura lieu le premier jour ouvrable bancaire suivant, à la même heure.

Art. 23. Pour tous les points non réglés aux présents statuts, les parties se soumettent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et aux lois modificatives.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la société et se termine le 31 décembre 2015.

La première assemblée générale annuelle se tiendra en 2016.

Les premiers administrateurs et le premier commissaire sont élus par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires suivant immédiatement la constitution de la société.

Souscription - Libération

Les statuts de la société ayant été ainsi arrêtés, la partie comparante, représentée comme mentionné ci-avant, déclare souscrire les trente et un mille (31.000) actions comme suit:

MANDARIN CAPITAL PARTNERS II S.C.A. SICAR, précitée: trente et un mille (31.000) actions.

Total: trente et un mille (31.000) actions.

Toutes les actions ont été intégralement libérées en espèces, de sorte que la somme de TRENTE ET UN MILLE EUROS (31.000.- EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire soussigné qui le reconnaît.

Constatation

Le notaire instrumentant a constaté que les conditions exigées par l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ont été accomplies.

Frais

Les parties ont évalué les frais incombant à la société du chef de sa constitution à environ EUR 1.400,-.

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant la partie comparante, représentée comme dit ci-avant, s'est constituée en assemblée générale extraordinaire à laquelle elle se reconnaît dûment convoquée et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Le nombre d'administrateurs est fixé à trois.

Sont appelés aux fonctions d'administrateurs, leur mandat expirant à l'assemblée générale qui se tiendra en 2016:

- Monsieur Massimo LONGONI, né le 6 décembre 1970 à Como (Italie), conseiller économique, résidant à 10, rue Mathieu Lambert Schrobilgen, L.2526 Luxembourg;

- Monsieur Lorenzo STANCA, né le 24 février 1963 à Napoli (Italie), demeurant professionnellement au Corso di Porta Nuova 3, 20121 Milan (Italie);

- Monsieur Judicael MOUNGUENGUY, né à Lambarene, Gabon, le 24 mai 1982, demeurant professionnellement au 26-28, rives de Clausen, L-2165 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Monsieur Massimo LONGONI prénommé, est nommé Président du Conseil d'Administration.

Deuxième résolution

Conformément à l'article 12 des statuts, le conseil d'administration est autorisé à nommer et décide de nommer en qualité d'administrateur délégué à la gestion journalière de la société: Monsieur Massimo LONGONI, prénommé.

Son mandat expirant à l'assemblée générale qui se tiendra en 2016.

Troisième résolution

Deloitte Audit, une société anonyme ayant son siège social au 560, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B67895, est désigné comme réviseur d'entreprises agréé en charge de la révision des comptes de la société.

Son mandat est fixé à une année et se terminera lors de l'assemblée générale annuelle à tenir en 2016.

Quatrième résolution

Le siège social de la société est fixé à L-2165 Luxembourg, 26-28, rives de Clausen.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais constate que sur demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivie d'une version française et qu'en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, connu du notaire par ses nom, prénoms, état et demeure, le prédit mandataire a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: E. GUARALDI, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 16 octobre 2014. Relation: LAC/2014/48335. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 octobre 2014.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2014166156/509.

(140189373) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2014.

Byblos S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 92.599.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

COMPAGNIE FINANCIERE DE GESTION LUXEMBOURG S.A.
Boulevard Joseph II
L-1840 Luxembourg
Signature

Référence de publication: 2014166917/13.

(140191029) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2014.

Mersch I S.à r.l. & Cie. S.e.c.s., Société en Commandite simple.

Siège social: L-8050 Bertrange, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 190.868.

L'an deux mille quatorze, le quinze octobre.

Par-devant Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach (Grand-Duché de Luxembourg),

ONT COMPARU:

1) La société à responsabilité limitée IMMOSA S.à r.l., établie et ayant son siège social à L-8050 Bertrange, route d'Arlon, Centre Commercial La Belle Etoile, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 173.720 (NIN 2012 2452 124),

ici valablement représentée par son seul et unique gérant avec pouvoir de signature individuelle, à savoir Monsieur Maximilien dit Max LEESCH, commerçant, demeurant à L-8387 Koerich, Chalet Saint-Hubert.

2) La société civile SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE MERSCH I, avec siège social à L-8050 Bertrange, route d'Arlon (Belle Etoile), inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro E 3025 (NIN 2001 7000 331),

ici valablement représentée par son seul et unique gérant avec pouvoir de signature individuelle, à savoir Monsieur Maximilien dit Max LEESCH, prénommé.

Lequel comparant, agissant comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I.- Que suivant acte de constitution de société reçu par le notaire instrumentant en date du 1^{er} octobre 2014, enregistré à Echternach, le 6 octobre 2014, Relation: ECH/2014/1826, en voie de formalisation, (L140180441) la société civile SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE MERSCH I a apporté les immeubles ci-après désignés dans la société en commandite simple MERSCH I S.à r.l. & Cie. S.e.c.s..

Désignation des immeubles apportés

COMMUNE DE MERSCH, SECTION E DE ROLLINGEN

- Numéro 233/2804, lieu-dit: "Lohrbierg", place, contenant 3 ares 97 centiares;
- Numéro 233/2986, lieu-dit: "Rue de Larochette", place voirie, contenant 29 centiares
- Numéro 233/3009, lieu-dit: "Rue Lohrbierg", place voirie, contenant 2 centiares;
- Numéro 233/3010, lieu-dit: "Rue de Larochette", place (occupée), bâtiment commercial, contenant 1 hectare 45 ares 43 centiares;

II.- Que suite au redressement de certaines sections cadastrales de la commune de Mersch, lesdits immeubles sont actuellement inscrits au cadastre comme suit:

COMMUNE DE MERSCH, SECTION G DE MERSCH

- Numéro 1949/6502, lieu-dit: "Lohrbierg", place, contenant 3 ares 97 centiares;
- Numéro 1949/6503, lieu-dit: "Rue de Larochette", place voirie, contenant 29 centiares
- Numéro 1949/6505, lieu-dit: "Rue Lohrbierg", place voirie, contenant 2 centiares;
- Numéro 1949/6506, lieu-dit: "Rue de Larochette", place (occupée), bâtiment commercial, contenant 1 hectare 45 ares 43 centiares;

Dont acte, fait et et passé à Bertrange, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au comparant, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, le même comparant a signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: M. LEESCH, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 17 octobre 2014. Relation: ECH/2014/1936. Reçu douze euros 12,00 €.

Le Receveur (signé): J.-M. MINY.

POUR EXPÉDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 22 octobre 2014.

Référence de publication: 2014164955/48.

(140188121) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2014.

AIMCo RE Holdings (Luxembourg) I Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 40.700,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 152.904.

—
RECTIFICATIF

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous la référence L140129452.

Ce dépôt est à remplacer par le dépôt suivant:

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour AIMCo RE Holdings (Luxembourg) I S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2014166852/15.

(140191090) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2014.

AIMCo Re Holdings (Luxembourg) III S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 60.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 160.209.

—
RECTIFICATIF

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la référence L140129589.

Ce dépôt est à remplacer par le dépôt suivant:

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour AIMCo RE Holdings (Luxembourg) III S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2014166851/15.

(140190734) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2014.

Baycinco S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.
R.C.S. Luxembourg B 130.413.

A l'issue de l'Assemblée générale ordinaire du 6 juin 2011 les organes de la société se composent comme suit:

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Monsieur Valerio RAGAZZONI, comptable indépendant, né à Lezzeno (I) le 16 août 1943, demeurant professionnellement à L-1118 Luxembourg - 23, rue Aldringen

Monsieur Raymond GATTO, employé privé, né à Charleroi (B) le 1^{er} mars 1950, demeurant à L-8066 Bertrange, 23, rue de la Gare.

Monsieur Alessandro NESPOLI, administrateur de sociétés, né à Giussano (I) le 20 novembre 1973, demeurant à I-23896 Sirtori, via Pineta no 9.

COMMISSAIRE AUX COMPTES

Madame Claudine VAN HAL, employée privée, née à Gent (Belgique) le 11 juin 1949, demeurant à L-5431 Lenningen - 27, rue de l'Ecole.

jusqu'à l'Assemblée générale ordinaire qui se tiendra en l'année 2016.

Luxembourg, le 27.10.2014.

Pour extrait conforme et sincère

Référence de publication: 2014166893/21.

(140191020) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2014.
